



Alger	: 23°	10°
Oran	: 27°	13°
Annaba	: 23°	09°
Béjaïa	: 24°	09°
Tamanrasset	: 23°	13°

63^e ANNIVERSAIRE DES MANIFESTATIONS
DU 11 DÉCEMBRE 1960

Tebboune : "une halte de laquelle nous puisons la détermination et le déni de soi sur le pas des Chouhada et des moudjahidine"

P. 24

SÉMINAIRE INTERNATIONAL "ACQUIS
SOCIAUX À ENJEUX ÉCONOMIQUES" À ALGER

Tebboune : "notre pays a fait face à des enjeux pour rattraper les situations socio-économiques difficiles"

P. 4

ALGÉRIE - ARGENTINE

M. Boughali remet une lettre du Président de la République au nouveau Président argentin

P. 24

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Le cinéma, des projets structurants et l'approvisionnement du marché national à l'ordre du jour

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs projets et secteurs, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS: "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés dont: la situation des silos de stockage des céréales, l'usine de ciment à Djelfa, le projet de l'usine de ciment à Labiod Sidi Cheikh à El-Bayadh, le suivi des deux projets de réalisation de la ville médiatique "Dzaïr média city" et de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet, ainsi que la situation des stations de dessalement de l'eau de mer, en sus de l'examen des données de l'équilibre d'approvisionnement du marché national.

P. 3



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Signature d'un accord pour la création d'une joint-venture de production des composants en Algérie

P. 6

TOURISME

Installation du nouveau Directeur général du Groupe HTT

P. 4

CLIMAT

Les niveaux actuels de CO2, du jamais-vu depuis 14 millions d'années sur Terre (étude)

P. 9

SANTÉ

**SURDITÉ
Quand
s'inquiéter ?**

Pp 12-13

FOOTBALL

FAF

Installation du collège technique national ce mardi au CTN de Sidi Moussa

P. 22



**CALLIGRAPHIE
L'artiste Kour Nouredine reçoit le premier diplôme de l'histoire de la calligraphie du Monde arabe**

P. 16

BOUMERDES

Une trentaine d'exposants à la 8^e édition de la Foire nationale du miel

P. 8

ALGÉRIE-RUSSIE

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs en visite de travail en Russie



Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehti, effectue à partir de dimanche, une visite de travail en Fédération de Russie, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite de quatre (4) jours, M. Belmehti rencontrera des personnalités religieuses dans le cadre de "la coordination et de la coopération entre les deux pays dans le domaine des affaires religieuses", ajoute la même source.

AIR ALGÉRIE

Perturbations au niveau du système d'enregistrement



La compagnie aérienne Air Algérie a enregistré, lundi, des perturbations au niveau de son système d'enregistrement au départ des aéroports algériens, assurant mettre en œuvre les mesures nécessaires pour le rétablissement du bon fonctionnement de ce système, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

"Air Algérie enregistre aujourd'hui des perturbations de son système d'enregistrement au départ des aéroports algériens et s'excuse auprès des passagers pour les désagréments causés", lit-on dans la communiqué de la compagnie publique, qui "rassure de la mise en place de tous les moyens pour le rétablissement urgent de cette situation ainsi que la prise en charge de tous ses passagers".

DIPLOMATIE

Nouvel ambassadeur d'Algérie en Indonésie

Le gouvernement indonésien a donné son agrément à la nomination de M. Hassane Rabehi en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République d'Indonésie, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

BLIDA

Entame du relogement de plus de 2.000 familles décembre courant (wilaya)



Le mois de décembre courant verra l'entame du relogement de plus de 2.000 familles occupant des habitations précaires à Blida, a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya. Les services de la wilaya entameront, durant ce mois de décembre, le relogement de plus de 2000 familles résidant dans des habitations précaires à Chiffa, Mouzaia et Blida, dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens relatives au logement, est-il ajouté de même source.

CONSTANTINE

Près de 70 nouveaux postes d'emploi pour le secteur de l'éducation (direction)

Un total de 68 nouveaux postes d'emploi vient d'être affecté au profit du secteur de l'éducation, dans la wilaya de Constantine, au titre de la nouvelle année scolaire 2023-2024, a-t-on appris dimanche auprès de cette direction. Parmi ce nombre global, 28 postes concernent les agents d'administration, 20 les agents de conservation des données (agents de saisie), 10 attachés de laboratoire, 6 techniciens en informatique et 4 agents de bureau, a indiqué le chargé d'information et de communication à la direction du secteur, Djamel Benchanaâ.

M'SILA

Remise de 650 permis de chasse (Conservation des forêts)

Des permis de chasse ont été délivrés dernièrement au profit de 650 chasseurs à travers la wilaya de M'Sila, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation des forêts. Les services des forêts de la wilaya de M'sila ont entamé la remise des permis de chasse au profit de 650 chasseurs parmi 684 dossiers déposés auprès des services de la Conservation, a révélé le chargé d'information de cette institution, Ali Benzahia. La Conservation des forêts a réservé 29 zones de chasse à travers le territoire de la wilaya, répartis sur 107 lots pour une surface totale dépassant les 51.000 hectares, a précisé la même source, ajoutant que les associations de chasseurs agréées ont été invitées à bénéficier de ces espaces à travers un avis de location des lots, donnant lieu à la location de 18 lots à 18 associations locales de chasse sur une surface de 5.000 hectares pour un coût de 2,5 millions DA.

GHARDAIA

Plus de 10.900 nouveaux clients raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz en 2023 (Sonelgaz)



Pas moins de 10.912 nouveaux clients ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel dans la wilaya de Ghardaia depuis début 2023, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). S'agissant du raccordement au réseau d'électricité, 7.082 nouveaux clients dont 7.025 clients ont été branchés au réseau de la basse tension et 57 clients à la haute tension, a détaillé le chargé de la communication de la direction locale de distribution (Sonelgaz Ghardaia), Yahia Abbas. Pour ce qui est du raccordement au gaz naturel, pas moins de 3.830 nouveaux clients ont été branchés durant la même période au réseau de distribution local de gaz dont 3.818 à la basse pression et 12 moyenne pression, soit une évolution de 11% comparativement à l'année 2022, a-t-il indiqué.

TOUGGOURT

Plusieurs opérations de développement en chantier à Témachine

Plusieurs opérations de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la daïra de Témachine, wilaya de Tougourt, dans le but de répondre aux attentes de la population locale et améliorer ses conditions de vie, ont indiqué dimanche les services de la wilaya. Ces projets consistent en l'aménagement urbain sur 4 kms dans la localité de Goug, commune de Blidet Amar, la réalisation d'un réseau d'assainissement de 700 m, la réhabilitation de 700 m de la station de collecte des eaux usées, la réalisation d'une salle de soins et du revêtement sur 2 km des rues et ruelles de la même commune.

MOSTAGANEM

Démantèlement de sept réseaux d'émigration clandestine en un mois

Les services de police de Mostaganem ont réussi, en un mois, à démanteler sept réseaux spécialisés dans l'émigration clandestine par mer, a indiqué dimanche un communiqué de la Sûreté de wilaya.

La même source a ajouté, par ailleurs, que les équipes de la police judiciaire, relevant de la Sûreté de wilaya de Mostaganem, ont eu à traiter, en novembre dernier 754 affaires liées à la détention de stupéfiants (471 affaires), atteinte aux biens (96 affaires), agressions sur des personnes (87 affaires) et atteinte au domaine public (70 affaires).

VENEZUELA

L'effondrement d'une mine d'or fait une douzaine de morts



L'effondrement d'une mine d'or artisanale dans le sud-est du Venezuela a tué au moins 12 personnes, a annoncé dimanche le gouvernement. Un glissement de terrain a enseveli la mine Paraiba de San Jose de Wadamapa, près de la ville d'Icabaru, dans l'Etat de Bolivar au Venezuela, près de la frontière du pays avec le Brésil. L'incident a causé la mort d'une douzaine de personnes, affirme le gouvernement. L'agence vénézuélienne de gestion des risques et de protection civile a déclaré dans un message sur X qu'elle fournissait de la nourriture, de l'eau et des fournitures médicales aux personnes touchées, tout en coordonnant également le transfert des corps à Puerto Ordaz, à environ 700 kilomètres (435 miles) au nord. En novembre, l'organisation non gouvernementale locale SOS Orinoco a signalé un précédent glissement de terrain dans la même mine.

BRÉSIL

L'incendie d'un campement fait 9 morts

Neuf personnes ont été tuées dans l'incendie d'un campement appartenant au Mouvement des travailleurs sans terre en Amazonie brésilienne, ont annoncé dimanche les pompiers.

L'incendie du camp "Terre et Liberté", situé dans la ville de Parauapebas, une municipalité de l'Etat de Para, dans le nord du Brésil, a été provoqué par une explosion qui a mis le feu au réseau électrique traversant le campement.

Selon les médias locaux, des techniciens d'une société Internet qui travaillaient sur le réseau ont accidentellement connecté le câble Internet à un câble à haute tension, ce qui a provoqué une explosion. Deux des baraquements du camp ont rapidement pris feu et ont été complètement détruits. Trois ouvriers et six résidents du camp ont été tués.

ILES TONGA

Un séisme de magnitude 6,3 frappe les îles



Un tremblement de terre d'une magnitude de 6,3 a frappé les îles Tonga, lundi, à 6h33, a annoncé le Centre allemand de recherche en géosciences GFZ.

L'épicentre a initialement été localisé à 18,86 degrés de latitude sud et 175,54 degrés de longitude ouest et le foyer à une profondeur de 264,9 km. Les îles Tonga sont régulièrement frappées par des séismes, selon des médias locaux.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Le cinéma, les projets structurants et l'approvisionnement du marché national à l'ordre du jour

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs projets et secteurs, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS :

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés dont: la situation des silos de stockage des céréales, l'usine de ciment à Djelfa, le projet de l'usine de ciment à Labiod Sidi Cheikh à El-Bayadh, le suivi des deux projets de réalisation de la ville médiatique "Dzair média city" et de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet, ainsi que la situation des stations de dessalement de l'eau de mer, en sus de l'examen des données de l'équilibre d'approvisionnement du marché national. Après l'ouverture de la réunion du Conseil des ministres par Monsieur le président de la République et la présentation d'un exposé par Monsieur le Premier ministre sur l'activité du Gouvernement au cours de ces deux dernières semaines, Monsieur le Président a donné les instructions, orientations et consignes suivantes:

Concernant la situation des silos de stockage des céréales

- Transférer immédiatement les projets des silos de stockage des céréales aux walis de la République, avec élaboration d'une étude exhaustive sur le dossier, sous la supervision directe du ministère de l'Agriculture, et le suivi rigoureux de la saison agricole actuelle, en chargeant les walis de mener des campagnes d'inspection quotidiennes des surfaces emblavées afin de faciliter les tâches des agriculteurs.
- Monsieur le Président a souligné que l'élargissement des capacités de stockage s'inscrivait dans le cadre de la nouvelle politique et de la vision prospective de l'Etat concernant la question de la sécurité alimentaire.
- Encourager les investissements dans le domaine agricole et ouvrir le domaine aux partenariats en vue de renforcer et de diversifier la production agricole.
- Le président de la République a chargé le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture de régulariser définitivement les dossiers de remise en état des terres agricoles d'ici fin janvier 2024, en délivrant les actes de

propriété aux concernés.

Concernant le projet de réalisation de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet

- Monsieur le président a insisté, une nouvelle fois, sur le respect des délais de réalisation de ce projet vital et stratégique pour l'Algérie, ainsi que le respect de la qualité des moyens pour pouvoir avancer avec un rythme s'alignant avec les normes internationales en la matière, soit la réalisation de plus de 2 km/jour.

Concernant le projet de l'usine de ciment à Labiod Sidi Cheikh à El Bayadh et de l'usine de ciment à Djelfa

- Monsieur le président a instruit le ministre de l'Industrie d'examiner l'ensemble des conditions techniques et financières qui permettront le lancement du projet de l'usine de ciment à Labiod Sidi Cheikh dans la wilaya d'El Bayadh.
- Monsieur le président a insisté sur l'accélération des procédures pour parachever l'usine de ciment à Djelfa, eu égard à l'importance socioéconomique qu'elle revêt notamment pour les habitants de cette wilaya.

Concernant le secteur de l'Energie

- Monsieur le président a instruit le ministre du secteur de relancer la raffinerie de Hassi Messaoud dans les plus brefs délais.
- Il a ordonné de redoubler d'efforts et de diversifier les capacités de production des produits dérivés du pétrole pour les exporter vers l'étranger, étant une valeur ajoutée considérable.

Concernant l'avancement des projets de stations de dessalement de l'eau de mer

- Monsieur le président a mis l'accent sur l'accélération du parachèvement des stations de dessalement de l'eau de mer tout le long du littoral du pays en vue d'assurer l'approvisionnement en eau pour nos concitoyens.

Concernant l'approvisionnement du marché national en viandes rouges et en légumineuses

- Le président de la République a insisté sur l'impérative préservation du pouvoir d'achat des citoyens par la réalisation de l'équilibre dans le marché national.
- La présentation d'une vision et d'une étude minutieuses des besoins du marché national pour éviter toute perturbation et préserver la stabilité des prix.

Concernant le projet de l'industrie cinématographique

- Monsieur le Président a chargé le ministre de la Culture de la création d'une instance nationale dont les missions seront attribuées aux gens du secteur afin de superviser l'activité cinématographique et de relancer ce domaine vital, notamment avec la production, ces dernières années, d'excellentes œuvres dramatiques et l'émergence de jeunes talents en actariat et en réalisation.
- Le président de la République a donné des instructions à l'effet d'encourager tous les talents et les compétences cinématographiques en Algérie, tout en captant celles parmi les enfants de la communauté nationale à l'étranger en leur ouvrant la voie pour présenter leurs œuvres et contributions, pour faire de 2024 l'année du lancement de la production cinématographique.

- L'Etat s'engage à financer les œuvres cinématographiques jusqu'à 70% à travers des crédits bancaires, tout en aidant les gens du secteur à réaliser des studios de tournage et des villes cinématographiques permettant à l'Algérie de renouer avec sa gloire et son lustre cinématographique.

Le Conseil des ministres a clôturé ses travaux par l'approbation du parachèvement de la réalisation de la pénitente de l'autoroute reliant le port d'Oran à l'autoroute est-ouest, l'adoption du décret exécutif définissant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale du foncier urbain, du projet de marché pour la réalisation des travaux d'aménagement et réseaux divers de la ville médiatique "Dzair Media city", outre l'approbation de décrets portant nominations et fins de fonction dans des postes supérieurs de l'Etat".

Adoption du projet de loi relatif à l'industrie cinématographique

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adopté le projet de loi relatif à l'industrie cinématographique.

Le Président Tebboune a chargé lors de cette réunion, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji de "la création d'une instance nationale dont les missions seront attribuées aux gens du secteur afin de superviser l'activité cinématographique et de relancer ce domaine vital, notamment avec la production, ces dernières années, d'excel-

lentes œuvres dramatiques et l'émergence de jeunes talents en actariat et en réalisation", selon un communiqué du Conseil des ministres.

Le président de la République a ordonné également d'"encourager tous les talents et les compétences cinématographiques en Algérie, tout en captant celles parmi les enfants de la communauté nationale à l'étranger en leur ouvrant la voie pour présenter leurs œuvres et contributions, pour faire de 2024 l'année du lancement de la production cinématographique". L'Etat s'en-

gage, dans ce cadre, à "financer les œuvres cinématographiques jusqu'à 70% à travers des crédits bancaires, tout en aidant les gens du secteur à réaliser des studios de tournage et des villes cinématographiques permettant à l'Algérie de renouer avec sa gloire et son lustre cinématographique", ajoute la même source.

Le Conseil des ministres a clôturé ses travaux par l'approbation du projet de marché pour la réalisation des travaux d'aménagement et réseaux divers de la ville médiatique "Dzair Media city".

Approvisionnement du marché en viandes rouges et légumineuses: le président de la République souligne la nécessité d'éviter toute perturbation et de maintenir la stabilité des prix

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a donné, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, des instructions au Gouvernement à l'effet de présenter une vision et une étude minutieuses des besoins du marché national en matière de viandes rouges et de légumineuses, pour éviter toute perturbation et préserver la stabilité des prix, selon un communiqué du Conseil des ministres.

Concernant l'approvisionnement du marché national en viandes rouges et en légumineuses, "le président de la République a insisté sur l'impérative préservation du pouvoir d'achat des citoyens par la réalisation de l'équilibre dans le marché national", a précisé la même source. Le président de la République a ordonné "la présentation d'une vision et d'une étude minutieuses des besoins du marché national pour éviter toute perturbation et préserver la stabilité des prix", a ajouté le communiqué.

Hydrocarbures: le président de la République ordonne la relance de la raffinerie de Hassi Messaoud

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de relancer la raffinerie de Hassi Messaoud "dans les plus brefs délais", selon un communiqué du Conseil des ministres. Concernant le secteur de l'Energie, "Monsieur le président a instruit le ministre du secteur de relancer la raffinerie de Hassi Messaoud dans les plus brefs délais", lit-on dans le communiqué. Le président de la République a également ordonné de "redoubler d'efforts et de diversifier les capacités de production des produits dérivés du pétrole pour les exporter vers l'étranger, étant une valeur ajoutée considérable", selon la même source. Concernant l'avancement des projets de stations de dessalement de l'eau de mer, le président de la République a mis l'accent sur "l'accélération du parachèvement des stations de dessalement de l'eau de mer tout le long du littoral du pays en vue d'assurer l'approvisionnement en eau pour nos concitoyens", conclut le communiqué.

APS

Céréales: le président de la République ordonne le transfert immédiat des projets des silos de stockage aux walis

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de transférer immédiatement les projets des silos de stockage des céréales aux walis de la République, affirmant que l'élargissement des capacités de stockage s'inscrivait dans le cadre de la nouvelle politique et de la vision prospective de l'Etat concernant la question de la sécurité ali-

mentaire, indique un communiqué du Conseil des ministres. Concernant la situation des silos de stockage des céréales, précise le communiqué, le président de la République a ordonné de "transférer immédiatement les projets des silos de stockage des céréales aux walis de la République, avec élaboration d'une étude exhaustive sur le dossier, sous la supervision directe du ministère de l'Agriculture".

Il a, en outre, enjoint de

"suivre rigoureusement la saison agricole actuelle, en chargeant les walis de mener des campagnes d'inspection quotidiennes des surfaces emblavées afin de faciliter les tâches des agriculteurs", a joute la même source. Dans ce cadre, le Président Tebboune a souligné que "l'élargissement des capacités de stockage s'inscrivait dans le cadre de la nouvelle politique et de la vision prospective de l'Etat concernant la question de la sécurité alimentaire". Le président de

la République a, également, instruit à l'effet d'"encourager les investissements dans le domaine agricole et ouvrir le domaine aux partenariats en vue de renforcer et de diversifier la production agricole".

Il a, en outre, chargé le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture de "régulariser définitivement les dossiers de remise en état des terres agricoles d'ici fin janvier 2024, en délivrant les actes de propriété aux concernés".

Ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet: le président de la République insiste sur le respect des délais de réalisation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a insisté, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, sur le respect des délais de réalisation de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet.

Dans le cadre du suivi du projet de réalisation de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet, le président de la République a insisté,

une nouvelle fois, sur "le respect des délais de réalisation de ce projet vital et stratégique pour l'Algérie, ainsi que le respect de la qualité des moyens pour pouvoir avancer avec un rythme s'alignant avec les normes internationales en la matière, soit la réalisation de plus de 2 km/jour", lit-on dans un communiqué du Conseil des ministres.

Par ailleurs, le Président Tebboune a instruit le ministre de l'Industrie

d'examiner l'ensemble des conditions techniques et financières qui permettront le lancement du projet de l'usine de ciment à Labiod Sidi Cheikh dans la wilaya d'El Bayadh", mettant l'accent sur l'impératif d'"accélérer les procédures pour parachever l'usine de ciment à Djelfa, eu égard à l'importance socioéconomique qu'elle revêt notamment pour les habitants de cette wilaya".

SÉMINAIRE INTERNATIONAL "ACQUIS SOCIAUX À ENJEUX ÉCONOMIQUES" À ALGER

Début à Alger des travaux du séminaire international sur les "acquis sociaux à enjeux économiques"

Les travaux du séminaire international sur les "acquis sociaux à enjeux économiques", organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont débuté lundi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal.

Organisé par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en Algérie, cet événement vise à mettre en avant "l'importance des acquis sociaux" dans le renforcement de la cohésion et de la justice sociale, le volet social étant au cœur des politiques générales des gouvernements.

L'expérience algérienne en matière de prise en charge sociale des différentes franges de la société sera mise en valeur lors de ce séminaire, qui se veut aussi un



espace d'échange d'expériences en matière d'acquis sociaux avec les pays participants. Il sera notamment question de la prise en charge sociale des différentes catégories, dont les femmes, les jeunes, les personnes aux besoins spécifiques et les personnes âgées. Prennent part à ce séminaire la vice-présidente de la Fédération nationale des femmes de Chine, en tant qu'invitée d'honneur, des ministres arabes et africains des Affaires sociales, des représentants d'instances onusiennes et régionales en Algérie, des experts, des chercheurs, ainsi que des membres de la société civile.

Tebboune : "notre pays a fait face à des enjeux pour rattraper les situations socio-économiques difficiles"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, une allocution, lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, aux participants aux travaux du séminaire international "Acquis sociaux à enjeux économiques" qui se déroulent au Centre international des conférences (CIC). Abdelatif Rahal Il a affirmé que l'Algérie avait fait face à de multiples enjeux, difficiles et complexes à la fois, qui ont été relevés avec une volonté forte et sincère afin de rattraper les situations socio-économiques difficiles accumulées, mais aussi pour construire une économie efficace et compétitive, tout en œuvrant à améliorer la vie sociale en réponse aux aspirations du peuple algérien.

Le Président Tebboune a indiqué que l'Algérie "a lancé un chantier de grande envergure de réformes économiques en vue de diversifier l'économie nationale, libérer l'esprit d'initiative et améliorer le climat des affaires et de l'investissement". "Ces réformes ont été couronnées par une révision globale du système juridique de l'investissement dans le cadre d'une approche basée sur la transparence, la lutte contre la bureaucratie

et l'égalité entre les opérateurs économiques, outre l'adoption d'un nouveau modèle pour l'octroi et la gestion du foncier économique destiné à l'investissement", a-t-il ajouté.

Le Président Tebboune a évoqué, en outre, la "révision de la loi monétaire et bancaire pour l'adapter aux évolutions de l'environnement bancaire, dans le cadre d'un plan global de réforme du secteur financier et bancaire, à travers notamment la diversification des sources de financement, la densification du réseau bancaire, l'amélioration de l'inclusion financière, et la promotion de la gouvernance des institutions financières à l'étranger, particulièrement sur le marché africain, dans le but d'accompagner la dynamique imprimant les échanges commerciaux au niveau continental".

Il a cité également "la mise en place de nombre de mécanismes institutionnels pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat afin de permettre aux porteurs de projets de créer des entreprises productives, notamment en matière de startups, outre le développement d'un système d'appui aux petites et très petites entreprises, d'autant que ces dernières soutien-

nent particulièrement les femmes rurales et les femmes au foyer."

Le président de la République a abordé "l'attention particulière accordée à la politique d'emploi, à travers le lancement d'une vaste opération pour mettre en service des centaines de projets en suspens, ce qui a permis la création de dizaines de milliers d'emplois, en sus de la création d'une allocation pour les primo demandeurs d'emploi afin de leur assurer un accompagnement lors de la recherche d'un poste de travail dans des conditions préservant leur dignité, parallèlement à l'accélération du rythme d'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes".

Ces procédures "ont permis d'améliorer la performance des principaux indicateurs de l'économie nationale, de réduire sa dépendance aux hydrocarbures, d'ouvrir de grandes opportunités aux opérateurs économiques et aux porteurs de projets afin de développer leurs activités, et contribuer à la création de la richesse et à l'amélioration des taux de développement", a conclu le Président Tebboune.

Président de la République: "la politique sociale de l'Etat devrait se renforcer prochainement"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi, que la politique sociale de l'Etat devrait se renforcer durant la prochaine période, grâce à l'application des mesures relatives à la revalorisation des salaires et à la réduction des charges fiscales à partir de début 2024.

Le Président Tebboune a évoqué "les résultats positifs devant être réalisés à l'issue de l'entrée en vigueur du nouveau système juridique

relatif à l'investissement et le parachèvement de la relance des différents mécanismes concernés par l'accompagnement des investisseurs, en sus du progrès enregistré dans la réalisation des grands projets stratégiques de valorisation des ressources minières et de développement des infrastructures de base, à travers tout le territoire national, et la concrétisation des programmes de développement local et d'aménagement du territoire".

Cette dynamique "se renforcera davantage avec le parachèvement de la consolidation de l'arsenal juridique, notamment à travers la révision du code du commerce et de la loi sur les assurances, l'élaboration du nouveau projet de loi sur le partenariat public-privé, qui incarnera une vision innovante en matière de financement des projet d'infrastructures, ainsi que la poursuite du programme de transformation numérique globale, notamment dans

les services publics", a-t-il ajouté. Le président de la République a précisé que "l'ensemble de ces programmes visent essentiellement à améliorer les conditions de vie du citoyen et à renforcer sa place en tant qu'élément axial des politiques de développement, au titre d'une approche fondée sur la pérennité et la justice dans la redistribution des richesses dans le contexte d'une dynamique globale de changement et de réforme".

Appel à œuvrer à l'amélioration des mécanismes de subvention et de protection

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi, que les défis mondiaux auxquels se heurte la fonction sociale des Etats et la pression imposée par les exigences du développement économique nous commandent d'œuvrer collectivement et inlassablement à

trouver les meilleures formules et pratiques à même d'améliorer les mécanismes de subvention et de promouvoir les moyens de protection sociale, notamment le volet destiné aux catégories vulnérables et démunies". Le Président Tebboune a appelé à "œuvrer au renforcement de la coopération

et à la création d'espaces d'échange d'expertises et d'expériences" en matière de politiques sociales, soutenant que "nul doute qu'avec une forte volonté et la conjugaison des efforts, on saura concilier développement économique (...) et bien-être social".

Un programme ambitieux lancé pour renforcer les acquis sociaux du citoyen

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a passé en revue, lundi, les grands contours de la politique sociale nationale, mettant en relief les efforts déployés par l'Etat pour ancrer le caractère social de l'Etat algérien, principe immuable consacré par la Proclamation du 1er Novembre qui a jeté les bases de la politique de protection sociale reposant sur le principe de la justice et de l'égalité des chances.

Le Président Tebboune a rappelé le lancement d'un "programme ambitieux pour renforcer les acquis sociaux, notamment en matière de satisfaction des besoins et des services de base des citoyens, tout en adoptant une approche basée sur l'amélioration de la qualité de ces services et l'égalité en matière d'accès". Il a ajouté, dans ce cadre, que "les politiques publiques ont été orientées, ces dernières années, vers le soutien du pouvoir d'achat du citoyen à travers la valorisation des salaires au profit de plus de 2,8 millions de fonctionnaires et d'agents contractuels, le renforcement de la justice fiscale et la garantie de la couverture des besoins de base, notamment

pour les catégories vulnérables, outre le renforcement des différents programmes d'aide sociale, dont la valorisation des pensions destinées aux personnes aux besoins spécifiques et aux personnes nécessiteuses, et l'amélioration de la performance du Fonds de pension alimentaire au profit des femmes divorcées ayant la garde des enfants". Dans le même sillage, le président de la République a mis en avant "les efforts considérables consentis en matière de transferts sociaux, qui ont représenté 18,45 % du budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2023 pour faire face aux défis induits par la hausse des prix des produits de base sur les marchés internationaux et éviter son impact sur le niveau de vie des citoyens".

Évoquant les politiques relatives au développement humain, le Président Tebboune a relevé "l'intérêt particulier accordé au développement du secteur de l'Education et de l'Enseignement, dont la gratuité est consacrée par la Constitution algérienne, et les efforts de l'Etat dans la promotion des services de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle,

notamment à travers le soutien apporté à l'innovation industrielle et technologique, et l'adaptation aux exigences du marché de l'emploi et aux objectifs de la politique de développement économique global, tout en œuvrant inlassablement à l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des personnels de ce secteur important, outre la revalorisation de la bourse universitaire au profit de plus de 1.300.000 étudiants".

"Ces efforts interviennent parallèlement aux réformes en cours pour la promotion de la prise en charge sanitaire, partant d'une vision stratégique visant à réaliser la sécurité sanitaire et à améliorer l'efficacité et la performance du secteur, à travers le renforcement des structures sanitaires, notamment les établissements publics de santé de proximité, la numérisation du secteur de la santé, et le renforcement des acquis socioprofessionnels de ses personnels", a-t-il expliqué.

Le président de la République a cité, en outre, "les réformes introduites au système de sécurité sociale, notamment à travers la valorisation des allocations et des pensions de plus

de 3 millions de retraités, et la prise de nouvelles mesures d'affiliation volontaire au système national de retraite au profit des membres de la communauté nationale établis à l'étranger". Il a également mis en avant "la priorité, voire l'intérêt particulier accordés au secteur de l'Habitat, où plusieurs programmes de logements, toutes formules confondues, ont été tracés notamment les logements sociaux destinés aux ménages à faible revenu, avec la poursuite du soutien du logement rural et du développement de la Caisse nationale du logement reconvertie en Banque nationale de l'Habitat, et ce en vue de garantir une politique durable dans ce secteur vital".

Par ailleurs, le président de la République est revenu sur "les efforts déployés pour améliorer le niveau de raccordement aux réseaux d'eau, de gaz et d'électricité à travers l'ensemble du territoire national, sans omettre que la sécurité alimentaire et hydrique demeurent au cœur des intérêts de l'Etat algérien, notamment à la lumière des changements climatiques que connaît le monde.

CONSTANTINE

Colloque international sur les projets de développement et les dynamiques territoriales en Afrique

Un colloque international sur "les projets de développement à l'épreuve des dynamiques urbaines et territoriales en Afrique" se tient depuis dimanche à l'Institut de gestion des techniques urbaines (IGTU) de l'université Salah Boubnider (Constantine-3) avec la participation d'universitaires nationaux et étrangers.

Ce rendez-vous scientifique de deux jours s'inscrit dans le cadre de la politique du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique visant à favoriser la recherche sur les questions de développement des zones urbaines et rurales pour la prospérité des populations, a affirmé dans son allocution, Pr. Hamadouche Riad, recteur de l'université Constantine-3, estimant que le traitement des dysfonctionnements des dynamiques territoriales et leur management contribueront à atteindre les objectifs tracés pour les projets et investissements. Il a également mis l'accent sur l'importance de la bonne gouvernance qui repose sur la cohérence entre financement, cadre juridique et environnement pour la concrétisation des divers investissements. Au Togo qui enregistre un



taux de croissance urbaine de 42 %, le problème du foncier constitue une entrave majeure pour le développement et la régularisation de la propriété foncière et exige une conjugaison des efforts, a estimé Nyalewo Mawussi du Centre d'excellence régional sur les villes durables en Afrique de Lomé (Togo). De son côté, Pr. Kholina Vero-

nika Nikolaevna de l'université russe de l'Amitié des peuples a considéré dans son intervention sur "les cités universitaires et les problèmes de développement durable" que les universités disposent d'une immense influence sur la sphère économique, sociale et culturelle en tant que fournisseur de main d'œuvre, agent efficace de la compétiti-

vité et génératrices de créativité et d'entreprises innovantes. Le bon usage des jeunes énergies universitaires est de nature à contribuer d'une manière efficace au développement durable dans les divers domaines et dans l'amélioration du niveau de vie des populations, a-t-il ajouté. La rencontre aborde diverses questions liées au développement dont les mutations spatiales, la métropolisation et urbanisation, le système institutionnel, les services administratifs et capital humain, l'attractivité et environnement économique et l'usage des infrastructures et du foncier. Ce colloque international regroupe des experts intervenant en mode présentiel et par visioconférence d'Algérie, de Tunisie, de Russie, du Niger, du Togo, du Tchad, du Mali et du Nigéria.

MOSTAGANEM

Achèvement de l'opération de numérisation de l'administration du cadastre, de la conservation foncière et des biens de l'Etat

La wilaya de Mostaganem a achevé l'opération de numérisation de l'administration du cadastre, de la conservation foncière et des biens de l'Etat (Domaines), a annoncé dimanche le wali, Ahmed Boudouh. M. Boudouh a déclaré à la presse, au cours de sa supervision du lancement de la remise automatique et en temps réel des documents d'arpentage, de la conservation des biens immobiliers et des biens de l'Etat, que l'opération de numérisation des activités de l'administration locale liées à ces secteurs a pris fin au niveau de la wilaya de Mostaganem avant les délais fixés, à savoir la fin de l'année en cours.

Le wali a ajouté que "ce saut qualitatif réalisé par ces secteurs a été réalisé grâce à l'effort des agents, qui ont été mobilisés tout au long de la journée et même du-

rant les vacances pour mener à bien cette opération, disposant d'une base de données qui aide à la prise de décisions en lien avec le développement local, outre la facilitation des transactions foncières et l'amélioration des services fournis aux citoyens". M. Boudouh a affirmé que la deuxième étape de cette opération permet de remettre automatiquement et en temps réel divers documents à distance.

Pour sa part, le Directeur régional des domaines de la région d'Oran, Medjahed Salah-Eddine, a indiqué à l'APS que l'opération de numérisation, qui a atteint un certain taux d'avancement au niveau régional, à savoir les wilayas d'Oran, Mostaganem, Ain Temouchent et Mascara, permettra la remise de manière automatique et immédiate des documents, qui restaient pendant un mois ou deux au ni-

veau de l'administration.

M. Medjahed a ajouté que l'opération de numérisation, dans sa première phase, est complètement achevée dans les wilayas de Mostaganem et d'Ain Temouchent, en attendant l'achèvement du projet au niveau des wilayas de Mascara et Oran, qui disposent d'un portefeuille foncier important, sans oublier les dossiers et cartes foncières. Le wali de Mostaganem a inspecté les deux conservations foncières de Mostaganem et de Hassi Mameche, où il a constaté de visu l'avancement de l'opération et du suivi des premiers services automatisés et immédiats fournis aux citoyens, qui ont apprécié, dans une déclaration à l'APS, ce projet, qui est un outil moderne visant à réduire les délais des transactions immobilières.

NÂAMA

Le développement économique et social des zones frontalières à l'ordre du jour

La mise en œuvre des études portant sur l'aménagement des zones frontalières et leur valorisation constitue un programme de travail et un moyen pour le développement économique et social de ces zones et la poursuite des efforts d'amélioration des conditions de vie de leur population, a déclaré dimanche à Nâama le Directeur général d'aménagement et d'attractivité des territoires au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Madjid Saada.

Lors des travaux d'un Colloque visant à évaluer et enrichir l'étude portant sur la première phase du "rapport du diagnostic des problèmes et orientations générales de l'aménagement et développement des zones frontalières de la wilaya de Nâama", élaboré par des experts de l'Agence nationale d'aménagement et d'attractivité du territoire, M. Saada a indiqué que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire œuvre, à travers l'élaboration de ces études, à mettre en place une stratégie de développement de ces territoires, qui répondent aux exigences de leur population, notamment de bénéficier d'une habitation, de services, d'équipements de base, en plus de développer les bases de production et leur diversification.

Il a souligné que l'Etat a une forte volonté pour relancer l'infrastructure, afin de réduire les disparités de développement, lutter contre l'isolement géographique, réduire l'impact de l'environnement naturel difficile sur les habitants des zones frontalières, en débloquent des fonds considérables et en adoptant une approche méthodologique basée sur l'étude globale pour mettre en place des objectifs de la stratégie à court, moyen et long termes afin de réaliser une croissance couvrant tous les aspects de la vie.

Pour sa part, le wali de Nâama, Lounès Bouzegza a affirmé que ces espaces frontaliers, qui bénéficient d'un intérêt particulier de la part du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers les programmes de développement, ont fait l'objet d'un débat pour proposer des solutions réalistes, dans le cadre d'une étude scientifique pour l'aménagement de ces territoires, ce qui contribuera à booster le développement local et créer la richesse et des postes d'emploi.

Cette rencontre de trois jours, qui se poursuit en présence de différents partenaires et acteurs, notamment les élus locaux, les représentants des associations, des organisations professionnelles et des opérateurs économiques, sera consacrée à mettre en exergue différents enjeux, défis et difficultés qui s'opposent au développement dans les zones frontalières de la wilaya de Nâama et de proposer des solutions et des dispositions pour leur développement durable.

TIARET

L'agriculture, l'investissement, l'éducation et l'habitat, en tête des priorités dans le programme de développement, en 2024

La priorité sera accordée aux secteurs de l'agriculture, de l'investissement, de l'éducation nationale et de l'habitat dans le programme de développement de 2024 dans la wilaya de Tiaret, a souligné, dimanche, le wali, Ali Bougherra.

Lors de la cérémonie d'installation de cinq nouveaux chefs de daïras, désignés dans le cadre du mouvement partiel opérée dernièrement par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le wali a annoncé la tenue des réunions hebdomadaires pour l'examen de la situation de ces secteurs, le recensement des dysfonctionnements et des entraves et la recherche de solutions. M. Bougherra a indiqué que le secteur de l'Agriculture fait face à de grands défis nécessitant un travail de terrain des cadres du secteur pour se rapprocher des agriculteurs, connaître de près leur situation et les informer des avantages offerts par l'Etat dont notamment les crédits consacrés pour la concrétisation de projets structurants.

Il a affirmé que toutes les questions seront soulevées, une fois le problème du foncier réglé. Pour ce qui est de l'investissement industriel, il a déclaré que les efforts seront concentrés l'an prochain sur le rattrapage du retard à travers le lancement des projets à l'arrêt et en suspens. Valoriser les efforts déployés dans le domaine de l'habitat partant du fait que tous les projets inscrits auprès de l'Etat sont en cours de réalisation

et que les contrats de propriété ont été délivrés à la plupart des bénéficiaires dans le cadre des affectations sociales d'auto-construction dont le nombre a dépassé 5.600, il a fait savoir que l'accent sera mis à l'avenir sur la remise des actes de propriété en cours d'élaboration pour plus de 33.000 habitations individuelles, ainsi que sur la résorption de l'habitat précaire.

Le secteur de l'éducation nationale fera également l'objet d'intérêt malgré l'amélioration notable qu'il a connue cette année, a-t-il encore souligné, citant la mise en œuvre du programme spécial dont a bénéficié le secteur, doté d'une

enveloppe financière de 3,3 milliards DA pour la réhabilitation totale des infrastructures scolaires et l'achèvement des nouveaux projets. Le wali a instruit, à cette occasion, les responsables de l'exécutif et les élus locaux d'accorder un bon accueil aux citoyens chaque mardi et de traiter positivement leurs préoccupations formulées directement ou à travers les requêtes adressées au délégué local du médiateur de la République.

La cérémonie organisée au siège de la wilaya en présence des autorités locales civiles et militaires, a donné lieu à l'installation de Badri Karima nommée chef de daïra de Mahdia, de

Mama Houam chef de daïra de Frenda, de Mustapha Touahria à la tête de la daïra de Rahouia, de Bechar Guechar chef de daïra de d'Ain Dheh et de Abdelaziz Azel chef de daïra de Sougueur.

La wilaya de Saïda a connu des cérémonies similaires présidées par le wali, Mermouri Amoum avec l'installation de Boubetra Mohamed chef de daïra de Saïda en remplacement de Benguerba Mustapha désigné au même poste dans la daïra de Mostaganem et de Yekhlief Hakim chef de daïra de Ouled Brahim en remplacement de Djamaï Hamdi désigné au même poste dans la daïra de Ouata (wilaya de Beni Abbès).

OUM EL BOUAGHI

Installation des chefs de daïra d'Ain Beida, de F'kirina, d'Ain Kercha et du chef-lieu de wilaya

Les nouveaux chefs de daïra d'Ain Beida, de F'kirina, d'Ain Kercha et d'Oum El Bouaghi concernés par le mouvement partiel, opéré récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans le corps des chefs de daïra, ont été installés dimanche dans leurs fonctions. Il s'agit de Noureddine Kouachi ancien chef de daïra de Boghni (Tizi Ouzou) nommé à la tête de la daïra d'Ain Beida en remplacement d'Abdelaziz Bouaziz parti à la retraite et d'Othmane Saouli, ancien chef de daïra de Loutaya (Biskra) nommé à la tête de la daïra de F'kirina en remplacement de Mohamed Nabil Nail désigné chef de daïra d'Ain Kercha. Mesbah Guetel ancien chef de daïra d'Ain Kercha a été installé dans les fonctions de chef de daïra d'Oum El Bouaghi. Lors de l'installation de ces chefs de daïras en présence des autorités civiles et militaires, le wali Aïssa Aïssat a appelé à travailler pour le développement de la wilaya relevant que l'Etat a mobilisé tous les moyens pour la prise en charge des préoccupations des citoyens. Le wali a insisté à l'occasion sur l'impérative coordination entre les chefs de daïra et les membres de l'exécutif de wilaya au service du développement de la wilaya et du citoyen ainsi que sur la coordination avec les députés à l'Assemblée populaire nationale et les membres de l'assemblée populaire de wilaya, et ce, dans l'intérêt général.

ENERGIE

Accords et découvertes...
une année 2023
prolifique pour le secteur

Le secteur énergétique a connu en 2023 une année exceptionnelle, marquée notamment par la signature de plusieurs accords avec des firmes internationales et des découvertes d'hydrocarbures permettant au pays d'augmenter ses recettes d'exportation et de disposer de réserves stratégiques pour l'économie nationale.

Les orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier conseil des ministres de l'année 2022, celles d'œuvrer à hisser le niveau de production de gaz, en vue de préserver la moyenne nationale de consommation, d'une part, et de renforcer l'exportation, d'autre part, en exécution des engagements pris par l'Algérie vis-à-vis de ses partenaires étrangers ont été ainsi concrétisées en 2023.

L'année s'achève en effet avec un bilan riche en réalisations pour le secteur de l'Energie, comprenant la conclusion de plusieurs accords signés par la Sonatrach avec des firmes mondiales, portant sur divers domaines de coopération en lien avec les hydrocarbures et qui confirment le rôle de la compagnie nationale comme fournisseur fiable d'énergie.

Selon l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Sonatrach a signé, durant l'année 2023, dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, des contrats avec six compagnies mondiales, à savoir Eni, Occidental Petroleum, TotalEnergies, Sinopec et Pertamina, alors que des négociations avec des compagnies majeures sont en cours pour la conclusion d'autres contrats.

Un nouveau gazoduc et câble électrique
sous-marin avec l'Italie

Parmi les importants accords signés également en 2023, ceux signés par le groupe Sonatrach et le groupe Italien "ENI" à Alger, portant sur l'augmentation des approvisionnements en gaz et la réduction des émissions. Des accords stratégiques bilatéraux ont été notamment signés, en présence du Président Tebboune, et de la présidente du Conseil des ministres italien, Mme Giorgia Meloni, qui effectuait en visite en Algérie, et consistent en la réalisation d'un nouveau gazoduc pour transporter du gaz naturel et alternativement de l'hydrogène et de l'ammoniac bleu et vert, ainsi que la pose d'un câble électrique sous-marin et l'extension de l'actuelle capacité de liquéfaction du gaz naturel. "C'est un projet d'extrême importance qui érigera l'Italie en hub de distribution des produits énergétiques vers l'Europe", avait alors souligné le président de la République, en parlant du projet du nouveau gazoduc. Dans le domaine de la commercialisation, d'importants contrats de livraison de gaz ont été aussi concrétisés en 2023.

Il s'agit, entre autres, de l'accord signé par Sonatrach avec la compagnie chinoise Wanhua Chemical sur l'approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié (GPL) du complexe pétrochimique de Wanhua en Chine. Sonatrach a également signé, durant l'année qui s'achève, un accord important avec la société turque Botas, portant sur la vente et l'achat de gaz naturel liquéfié (GNL) destiné au marché turc pour une durée de 3 ans. En outre, la compagnie nationale a concrétisé en juillet 2023 sa première livraison de GNL à Eni, au nouveau terminal de regazéification flottant de Piombino en Italie, livrée par un méthanier détenu par la filiale Hyproc, ouvrant ainsi des perspectives d'accroître les volumes gaziers vers ce nouveau terminal. L'année 2023 se termine, en outre, avec la reprise des activités de Sonatrach en Libye. Pour ce qui est des découvertes, la compagnie a annoncé la réalisation de 10 nouvelles découvertes de gisements d'hydrocarbures, s'ajoutant aux 16 autres concrétisées en 2022, des découvertes qui confirment l'important potentiel en pétrole et gaz que recèle le pays et les efforts consentis en matière d'exploration et de renouvellement des réserves.

Fin 2022, s'agissant du gaz, le Président Tebboune avait relevé la nécessité de multiplier les découvertes afin de porter le volume des exportations d'environ 53 Mds M3 actuellement à près de 100 Mds M3 à terme. Au titre des recettes des exportations, l'Algérie a enregistré, à fin septembre 2023, environ 38 milliards de dollars et devraient atteindre, selon les prévisions du gouvernement, les 48 milliards de dollars à la fin de l'année.

Par ailleurs, d'importantes infrastructures énergétiques ont été réceptionnées, dont le Centre de stockage et de distribution de carburants de Sidi Bel Abbes, d'une capacité de 180.000 m3, assurant l'auto-nomie en carburants de 30 jours pour la région Ouest et Sud-Ouest du pays. Et afin de réussir la transition énergétique, plusieurs projets ont été engagés en 2023, dont le lancement de l'avis d'appel d'offres par le groupe Sonelgaz pour la production de 2.000 MW d'électricité solaire photovoltaïque. Cette consultation comprend la réalisation de 15 centrales solaires à travers 12 wilayas avec une puissance unitaire qui varie entre 80 et 220 MW, outre la réalisation d'installations de raccordement au réseau d'électricité.

GAZ

Entrée en production de nouveaux champs
avant la fin d'année, des prévisions de hausse
de la production annuelle de 4 milliards m³
(Arkab)

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a annoncé l'entrée en production récemment de plusieurs nouveaux champs gaziers en Algérie, en attendant l'entrée en production d'autres champs d'ici la fin de l'année, ce qui est à même d'augmenter la production annuelle de gaz de 4 milliards M³ par rapport à l'année écoulée, et d'accroître les capacités d'exportation du gaz algérien vers les marchés européens.

Dans un entretien accordé au site d'information "Asharq News", M. Arkab a fait état de "plusieurs champs gaziers entrés en production cette année", annonçant l'entrée en production d'autres avant la fin 2023.

"La production devrait augmenter vers fin 2023 de près de 4 mds m³", a-t-il fait savoir.

L'entrée en production de ces champs permettra de "renforcer nos capacités d'exportation vers l'Europe, mais aussi de rationaliser l'utilisation de l'énergie notamment du gaz naturel", a ajouté M. Arkab.

"L'Algérie compte augmenter ses exportations de gaz vers l'Europe en hiver", a-t-il fait remarquer, relevant les défis imposés par les changements que connaît le marché mondial de l'énergie. L'Algérie a produit 102 milliards m3 de gaz en 2022, dont 50 milliards m3 destinés à l'exportation et le reste à la consommation locale.

M. Arkab a prévu "une augmentation annuelle de 2% en termes de production des hydrocarbures en Algérie dans la période 2023-2027, portant le volume de production à près de 209 millions tonnes équivalent pétrole (MTEP)".

L'Algérie s'attèle à l'augmentation de la production primaire pour préserver ses parts dans les marchés extérieurs à travers l'utilisation de nouvelles techniques à même de contribuer à une meilleure exploitation des ressources, a poursuivi le ministre.

Il a appelé, dans ce cadre, les entreprises européennes à "investir davantage dans les technologies d'extraction et



de production de gaz naturel et à mutualiser les risques et les coûts avec l'Algérie" afin de "tirer profit des expertises et connaissances des entreprises internationales".

S'agissant de l'investissement, il a rappelé que Sonatrach s'apprête à investir 42 milliards de dollars dans la période 2023-2027, dont "plus de 14 milliards dédiés au développement des projets de gaz, 3,5 milliards de dollars aux projets pétrochimiques, et près d'un demi milliard de dollars pour la réalisation de projets relatifs à la protection de l'environnement", à l'instar de la récupération des gaz torchés, de la réalisation de centrales solaires et le développement des projets d'hydrogène.

"77% de l'investissement global de Sonatrach est dédié au développement de l'activité d'extraction, étant une priorité, et ce en vue d'élargir la base de réserves, d'augmenter la production primaire de carburants pour répondre à la demande locale sur le long terme et honorer nos engagements en matière d'exportation", a-t-il soutenu.

Concernant le 7e Sommet

des chefs d'Etats et de Gouvernements du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) prévu en fin février 2024 à Alger, le ministre a cité les questions qui seront évoquées à l'instar du développement durable en matière de production de gaz, de l'amélioration des infrastructures de transport et d'exportation du gaz et le renforcement de la coopération commerciale entre les Etats membres.

Il s'agit, estime M. Arkab, d'une opportunité pour aborder la question du marché mondial du gaz et les perspectives de son développement sur le court, moyen et long termes, mais aussi pour faire des propositions assurant la capacité des Etats membres à planifier et à gérer de manière indépendante les ressources de gaz.

Le sommet a notamment pour objectifs d'"appuyer les intérêts des Etats membres à investir dans leurs ressources en gaz naturel, la concrétisation d'un développement durable et efficace, ainsi que la prise en compte de l'environnement". Le forum tendra également à

"édifier un mécanisme de dialogue entre les producteurs de gaz et ses consommateurs, en vue d'assurer la sécurité et la stabilité de l'offre et de la demande sur les marchés mondiaux du gaz".

Répondant à une question concernant les plans de l'organisation "OPEP" et "OPEP+", en vue de traiter le manque dans l'offre de pétrole durant le dernier trimestre de l'année en cours, le ministre a relevé que les Etats membres des deux alliances, "sont attachés à leur accord et continuent d'évaluer les conditions du marché, de traiter ses défis et de prendre les mesures nécessaires au moment opportun selon le besoin, dans l'objectif d'assurer la stabilité du marché, au profit de tous les producteurs et consommateurs, ainsi que l'économie mondiale".

"En ce qui concerne les données du marché en offre et en demande sur le pétrole, un état d'incertitude prévaut toujours sur le marché, notamment avec les moyennes mondiales d'inflation et leurs effets sur l'économie mondiale, dans le contexte des craintes croissantes concernant la hausse des prix de l'intérêt par la Réserve fédérale américaine et la hausse du cours du dollar américain".

Le ministre a, en outre, affirmé que tout plan de l'"OPEP" et de l'"OPEP+" pour traiter la stabilité du marché, intervient après l'évaluation des données de l'offre et de la demande, des perspectives économiques, ainsi que des niveaux du stock mondial en pétrole, ses produits et le niveau de ses cours.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Signature d'un accord pour la création d'une
joint-venture de production des composants
en Algérie

Un protocole d'accord a été signé, dimanche, entre le Holding Algerian Chemical Specialties (ACS) et la compagnie internationale SIGIT portant sur la création d'une entreprise conjointe pour la production de composants et structures en plastique et caoutchouc destinés à l'industrie automobile, a annoncé ACS dans un communiqué.

"Une rencontre s'est tenue au niveau du siège du Holding ACS, regroupant le PDG du Holding, Samir Yahiaoui et Lorenzo Manoni, directeur général technique et responsable du développement de la compagnie internationale SOAG-SIGIT, spécialisée dans la production de structures et composants en plastique et caoutchouc pour le compte des grands producteurs automobiles, tels que Fiat, Skoda, Volkswagen et Geely", a précisé le communiqué.

Cette rencontre s'inscrit "dans le cadre de la concrétisation des orientations du ministre de l'Industrie et de la

Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, visant la multiplication des efforts pour l'accompagnement de l'industrie automobile en Algérie, ainsi que l'augmentation du niveau d'intégration nationale à travers la recherche de partenaires économiques expérimentés, possédant un potentiel technologique et industriel avérés à l'échelle internationale et ce, dans la perspective de produire des composants et pièces de rechange automobile en Algérie", a ajouté le communiqué.

Cette rencontre, à laquelle ont participé le représentant de la société SIGIT en Algérie, les cadres du Holding ACS, ainsi que les PDG des filiales concernées et le Groupe ENPC, s'est soldée par la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties, portant sur la création d'une entreprise conjointe pour la production de composants et structures en plastique et caoutchouc destinés à l'industrie automobile. Ce partenariat

"s'étendra dans un futur proche aux peintures et verre, qui rentrent dans le domaine d'activité du Holding ACS, a fait savoir le communiqué tout en mentionnant que "la société conjointe sera fort probablement implantée dans la wilaya d'Oran".

Après la signature, M. Yahiaoui s'est exprimé sur l'importance de ce projet qui coïncide avec le lancement d'une réelle industrie automobile en Algérie, parallèlement avec la volonté des grandes firmes automobiles pour investir et s'installer en Algérie".

De son côté, Lorenzo Manoni s'est dit "confiant de la réussite de ce projet et il a exprimé la disponibilité de sa compagnie pour accompagner ce projet dans toutes ses dimensions, technique et industrielle, y compris le transfert technologique dans leur domaine d'expertise vers l'Algérie", est-il mentionné dans le communiqué.

MARCHÉS BOURSISERS

Wall Street craint que l'économie ne ralentisse trop et termine en baisse

La Bourse de New York, qui avait démarré dans le vert encouragée par de bonnes nouvelles sur la baisse du coût de l'emploi aux Etats-Unis, a finalement terminé en baisse mercredi, craignant que l'économie ne ralentisse trop.

L'indice Dow Jones a cédé 0,19% à 36.054,43 points, le Nasdaq, à dominante technologique, a lâché 0,58% à 14.146,71 points et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,39% à 4.549,34 points.

Des coûts de l'emploi plus faibles, une meilleure productivité au 3^e trimestre et un marché du travail qui ralentit, ces données synonymes de moindre risque d'inflation ont d'abord porté la Bourse new-yorkaise en territoire positif en première partie de séance.

Mais la tendance s'est inversée dans le sillage d'une forte baisse des cours du pétrole, alors que le marché craint une dégradation de la



conjoncture et de la demande. Le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI),

variété de référence américaine, a clôturé mercredi sous 70 dollars, une première

depuis cinq mois.

Les titres boursiers du secteur de l'énergie ont suivi, fléchissant de 1,64% ce qui a plombé le Dow Jones et le S&P 500.

ExxonMobil a cédé 1,26%, Conocophillips a perdu 2,25%. Le secteur technologique a été une autre lanterne rouge du S&P, cédant 0,93%.

Les investisseurs sont aussi sur leur garde en attendant les chiffres officiels de l'emploi vendredi.

Les analystes prévoient 175.000 embauches en novembre, selon Briefing.com, contre 150.000 le mois d'avant, avec un taux de chômage stable à 3,9%.

La Bourse de Tokyo en hausse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo démarrait en forme lundi matin dans la foulée de Wall Street, où les investisseurs ont bien accueilli vendredi les chiffres montrant un marché de l'emploi plus dynamique que prévu aux Etats-Unis.

L'indice vedette Nikkei gagnait 1,8% à 32.890,01 points vers 00H40 GMT et l'indice élargi Topix progressait de 1,47% à 2.358,72 points. Le marché de l'emploi

américain s'est montré bien plus solide qu'attendu en novembre, avec des créations d'emplois en hausse par rapport à octobre et un taux de chômage reparti à la baisse, ce qui aurait pu faire craindre une surchauffe de l'économie en dépit des resserrements monétaires de la banque centrale américaine (Fed).

Le dollar remontait à 145,21 yens vers 00H45 GMT, contre 144,95 yens vendredi

à 21H00 GMT. L'euro se renforçait aussi à 156,39 yens contre 156,01 yens en fin de semaine dernière et était quasi stable face au billet vert, à 1,0770 dollar pour un euro contre 1,0763 dollar vendredi.

Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain progressait de 0,29% à 71,44 dollars vers 00H40 GMT et celui de Brent de la mer du Nord s'appréciait de 0,41% à 76,15 dollars.

EUROPE

Statu quo en vue pour les taux de la BCE

La Banque centrale européenne devrait maintenir jeudi ses taux d'intérêt à leur niveau record, alors que le recul de l'inflation, plus rapide que prévu, alimente les spéculations sur le moment qu'elle choisira pour relâcher la pression.

Après la surprenante chute de l'inflation en novembre en zone euro à 2,4% sur un an, proche des 2% visés par la BCE, le chan-

gement de ton est palpable, même chez les ardents défenseurs du cycle de resserrement monétaire qui s'achève, le plus agressif depuis la création de l'institution.

"Quand les faits changent, je change d'avis", a déclaré l'Allemande Isabel Schnabel, membre influente du directoire de l'institut monétaire, citant une célèbre phrase de l'éco-

nomiste britannique John Maynard Keynes.

Une façon indirecte d'exclure à court terme de nouvelles hausses des taux d'intérêt, que les responsables monétaires de la zone euro n'avaient pas catégoriquement écartées jusqu'alors.

Lors de leur dernière réunion de l'année jeudi, les gardiens de l'euro n'auront d'autre choix que de reconnaître qu'ils pourraient

atteindre leur objectif d'inflation plus tôt qu'ils ne l'avaient prévu", selon Andrew Kenningham, analyste chez Capital Economics.

L'institution devrait maintenir ses taux à leur plus haut historique, soit à 4,0% pour celui sur les dépôts faisant référence, mais les spéculations ont déjà commencé sur le calendrier de futures baisses.

ETATS UNIS

Le déficit commercial augmente à 64,3 milliard de dollars

Le déficit commercial des Etats-Unis a poursuivi sa hausse au mois d'octobre, pour le deuxième mois consécutif, sous l'effet combiné d'une baisse de ses exportations et d'une légère hausse des importations, selon les données publiées mercredi par le département du Commerce.

Le déficit des biens et services avec le reste du monde a atteint 64,3 milliards de dollars, en hausse de 5,1% par rapport au mois précédent.

Sur un an, le déficit commercial américain reste néanmoins en recul de 19,8%, profitant cette fois tant d'une hausse de ses exportations que d'un recul des importations.

Le déficit pour octobre est quasiment en ligne avec les anticipations des analystes, qui tablaient sur un défi-

cit de 64,4 milliards de dollars, une hausse légèrement plus marquée donc, selon le consensus publiée par briefing.com. Le ministère américain du Commerce en a profité pour réviser légèrement à la baisse le déficit commercial du mois de septembre, désormais annoncé à 61,2 milliards de dollars, contre 61,5 milliards de dollars annoncé initialement.

Sur les trois derniers mois, une donnée mise en avant par le ministère, le déficit a reculé en moyenne de 200 millions de dollars par rapport aux trois mois précédents, et même de 11,1 milliards par rapport aux trois mêmes mois un an plus tôt.

La baisse des exportations concerne avant tous les biens, et tout particulièrement ceux de consommation cou-

rante et le secteur automobile, alors que les services poursuivent leur progression, plus lentement cependant.

Du côté des importations, la hausse est liée tant aux services qu'aux biens, en particulier les équipements de prospection pétrolière et l'informatique.

S'agissant des échanges bilatéraux de biens, le déficit commercial avec la Chine reste toujours le plus important, en légère baisse cependant par rapport au mois de septembre, pour atteindre 23,9 milliards de dollars.

Le déficit commercial avec l'Union européenne (UE) s'est de son côté renforcé pour atteindre 19,2 milliards de dollars, toujours concentré sur les quatre mêmes pays: Allemagne, Irlande, Italie et France.

VENEZUELA

Ralentissement de l'inflation à 3,2% en novembre

Le Venezuela, a enregistré en novembre un taux d'inflation à 3,2%, un ralentissement par rapport à octobre, selon la Banque centrale du Venezuela (BCV).

"La variation de l'indice des prix à la consommation pour le mois de novembre de

cette année 2023 est la plus faible observée pour un mois de novembre depuis 2012", a indiqué la BCV.

L'inflation en novembre a ralenti par rapport au mois d'octobre où elle s'élevait à 5,9%.

La BCV n'a pas précisé le

taux d'inflation en glissement annuel.

L'Observatoire vénézuélien des finances (OVF), un organisme indépendant, a estimé l'inflation en novembre à 1,8 %, en dessous du taux officiel, et l'inflation en glissement annuel à 286%.

Le Venezuela a clôturé l'année 2022 avec un taux d'inflation de 234%.

Ce chiffre représente un ralentissement significatif par rapport aux 686,4% enregistrés en 2021, lorsque le pays est sorti de quatre années d'hyperinflation.

CHINE

Emission de 7 milliards de dollars d'obligations vertes par la banque commerciale de Chine

La Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), le plus grand prêteur du pays, a émis 50 milliards de yuans (environ 7,03 milliards de dollars) en obligations vertes pour soutenir les industries vertes en Chine. Les fonds ainsi levés seront principalement orientés vers des projets écologiques, tels que la conservation de l'énergie et la protection de l'environnement, la production d'énergies propres, la modernisation écologique des infrastructures et les services verts. Les obligations ont été émises et bien accueillies sur le marché obligataire interbancaire, a déclaré ICBC, ajoutant que la banque avait émis 60 milliards de yuans d'obligations de ce genre en 2023 pour faciliter le développement vert et à faible émission de carbone.

ALLEMAGNE

Ralentissement de l'inflation à 3,2% en novembre sur un an

L'inflation en Allemagne a ralenti à 3,2% sur un an en novembre, son plus bas niveau depuis juin 2021, confirmant la probabilité d'une baisse des taux l'an prochain par la BCE, selon des chiffres définitifs publiés vendredi par l'institut de statistiques Destatis.

La hausse des prix à la consommation a cédé 0,6 point de pourcentage par rapport au mois d'octobre, qui avait déjà été marqué par un net tassement à 3,8%, a indiqué Destatis dans un communiqué.

Servant de référence à la Banque centrale européenne (BCE), l'indice des prix harmonisé a lui aussi baissé en novembre, à 2,3% sur un an, proche de l'objectif de 2% visé à moyen terme.

Les prix de l'énergie ont fléchi de 4,5% sur un an, en raison d'un effet de base après leur flambée en 2022.

La hausse des prix des services continue de ralentir, à 3,4%, notamment du fait d'un abonnement bon marché pour les usagers des trains et bus. L'inflation alimentaire reflue pour le huitième mois de suite, mais reste élevée, à 5,5% sur un an. Ces données augmentent la probabilité d'une première baisse des taux par la BCE en 2024, sur laquelle spéculent les marchés.

L'institution a maintenu ses taux à leur plus haut historique en octobre, à 4,0% pour celui sur les dépôts, en tenant compte d'un ralentissement marqué des prix en zone euro.

Ces niveaux devront être maintenus assez longtemps pour aider à faire durablement baisser l'inflation.

CANADA

La Banque du Canada maintient son taux directeur à 5%

La banque centrale du Canada a annoncé mercredi le maintien de son taux directeur à 5%, évoquant le ralentissement économique et une détente générale des prix.

Elle a toutefois laissé entendre que de nouvelles hausses étaient possibles car elle reste "préoccupée" par les perspectives d'inflation.

Ce taux directeur est depuis juillet à son plus haut niveau depuis 22 ans.

Après avoir atteint un sommet de 8,1% en juin 2022, l'inflation canadienne a continué de baisser en octobre pour s'établir à 3,1% sur un an.

L'institution estime que sa politique actuelle freine nettement les dépenses, mais aussi que les "conditions du marché du travail continuent de s'assouplir".

Dans l'ensemble, ces données "donnent à penser que l'économie n'est plus en situation de demande excédentaire", souligne la Banque du Canada.

Le ralentissement de l'économie "réduit les pressions inflationnistes pour un éventuel grandissant de biens et de services", ajoute-t-elle.

La banque centrale a maintenu depuis plusieurs mois son taux directeur à 5% après une dizaine de hausses en 18 mois pour tenter de ramener l'inflation canadienne autour de 2%.

Le dern ier relèvement du taux directeur canadien remonte à juillet.

BOUMERDES Une trentaine d'exposants à la 8^e édition de la Foire nationale du miel

Une trentaine d'exposants de différentes wilayas du pays ont pris part à l'ouverture, dimanche à Boumerdes, de la 8^e édition de la Foire nationale du miel et des produits de la ruche. Près de 30 exposants, dont une majorité de producteurs de miel et dérivés, et autres opérateurs économiques et investisseurs de la filière apicole, issus des wilayas de Boumerdes, Tipasa, Tizi-Ouzou, Chlef, Blida et Alger, assurent l'animation de cette nouvelle édition du genre qui se tient dans un espace ouvert à proximité de la gare ferroviaire du centre-ville de Boumerdes.

Une forte affluence de visiteurs, dont particulièrement des femmes de différentes communes de la région et d'autres lointaines, intéressées par les produits de beauté naturels confectionnés à base de miel et des produits de la ruche, caractérise cet événement commercial qui se poursuivra jusqu'au 19 décembre courant. D'autres partenaires de la filière, dont le secteur des forêts, des spécialistes en agriculture et autres représentants des dispositifs de soutien à l'emploi et à l'investissement et des compagnies d'assurance, venus faire la promotion des différents avantages assurés par l'Etat au profit des jeunes, participent, aussi, à cette foire.

La forte affluence enregistrée à ce Salon s'explique par la qualité des produits exposés et leurs prix relativement abordables, le kg de miel est proposé dans une fourchette de 3000 à 6000 DA, outre la notoriété acquise par cette manifestation, a estimé le directeur de la Coopérative agricole publique de collecte et commercialisation du miel et dérivés, Ali Djemaatene, organisatrice de l'événement. Différentes variétés de miel et autres produits de la ruche, outre des produits d'esthétique faits à base de miel et divers équipements de la ruche et des produits artisanaux traditionnels, sont exposés et proposés à la vente, par les participants à cette foire. Le Salon, organisé en coordination avec la direction de wilaya des services agricoles, propose, aussi, une multitude de plats populaires traditionnels et de gâteaux faits à base de miel. Des stands d'exposition ont été également dédiés à des producteurs de plants d'oliviers, de fleurs et de bois d'ornement. Selon M. Djemaatene, cet événement, qui sera clôturé par la récompense des meilleurs apiculteurs, est un "espace offert pour les échanges d'expériences entre producteurs et intervenants dans la filière, tout en insufflant une dynamique de production dans cette importante filière agricole, avec la mise à disposition des apiculteurs d'espaces organisés pour la commercialisation de ce produit alimentaire sain".

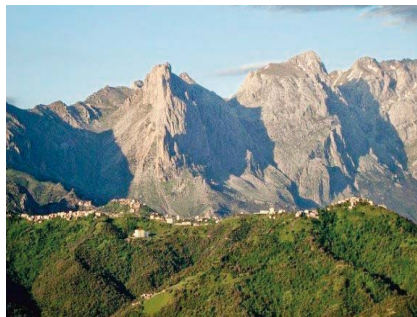
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA MONTAGNE L'Algérie célèbre sous le thème : "Restaurer les écosystèmes de montagne (DGF)"

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, par le biais de la Direction générale des forêts (DGF), célébrera demain lundi, la Journée internationale de la montagne, sous le thème: "Restaurer les écosystèmes de montagne", indique dimanche un communiqué de la DGF.

"Le 11 décembre, journée internationale de la montagne, est célébrée, chaque année, par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, à travers la Direction générale des forêts, (Point focal national pour le partenariat de la montagne)", a précisé la même source.

L'événement sera célébré, à travers le territoire national, sous le thème "restaurer les écosystèmes de montagne" et "correspond aux objectifs de l'initiative de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030", a fait savoir le communiqué.

"Le partenariat de la montagne, rappelons-le, est une alliance volontaire des Nations Unies qui œuvre pour l'amélioration des conditions



de vie des populations de montagne et pour la préservation des ressources naturelles existantes", a ajouté la DGF.

"L'importance et la fragilité de ces milieux naturels,

nous oblige à les préserver, et à exploiter leurs ressources dans un cadre de développement durable, pour garder l'équilibre dans ces milieux qui constituent un réservoir

de connaissances et une référence pour la recherche scientifique", est-il également mentionné dans le communiqué. Dans ce contexte, la DGF a relevé que "malheureusement, les changements climatiques, les pratiques agricoles non durables, l'exploitation minière, l'exploitation forestière et le braconnage sont autant de facteurs qui nuisent à la biodiversité des montagnes".

De plus, "les changements dans l'utilisation des terres et l'occupation du sol, ainsi que les catastrophes naturelles, accélèrent la perte de la biodiversité et contribuent à créer un environnement fragile pour les communautés de montagne", a-t-on encore souligné dans le communiqué.

ANNABA Traitement de plus de 2.500 points noirs depuis le lancement de la campagne de nettoyage hebdomadaire (wilaya)

Pas moins de 2.530 points noirs d'entassement des ordures ont été traités dans la wilaya d'Annaba depuis le lancement en octobre passé de la campagne hebdomadaire de nettoyage de rattrapage, ont indiqué dimanche les services de la wilaya. Selon la même source, l'opération qui mobilise les moyens des services concernés ainsi que des secteurs des travaux publics, des ressources en eau, du transport, du commerce et de la jeunesse et des sports a connu une large implication des associations et comités

de quartiers. La campagne qui mobilise 820 camions à gros tonnage pour l'enlèvement des déchets ménagers a touché les lisières des routes, les espaces publics, les marchés et les cimetières de toutes les communes ainsi que la circonscription administrative Draa Erriche, selon la même source qui cité également le marché central et les marchés El Hatab et Safsaf et de la ville d'Annaba.

Cette vaste opération d'hygiène a touché à la fin de la semaine passée les sites historiques et archéologiques de la ville

d'Annaba, les cimetières, les aires forestières et les plages enregistrant une large participation de jeunes et d'acteurs de la société civile et permettant l'élimination des herbes, l'aménagement des pistes et routes, l'enlèvement des débris et le renforcement du nombre de bacs à ordures, a-t-on noté de même source. Cette campagne par la wilaya avec l'objectif d'améliorer le cadre de vie des citoyens de toutes les communes et de rétablir la jolie image de la ville d'Annaba, a-t-on indiqué.

CONSTANTINE

Une bande de malfaiteurs spécialisée dans la fraude et l'escroquerie neutralisée

La brigade de lutte contre les crimes économiques relevant de la sûreté de wilaya de Constantine est parvenue à mettre hors d'état de nuire une bande de malfaiteurs composée de 3 individus dont une femme, versée dans la fraude, l'escroquerie et le faux et usage de faux de documents administratifs, a-t-on appris dimanche de ce corps de sécurité. L'affaire a été déclenchée suite à des investigations lancées par les éléments de la brigade concernant l'activité suspecte d'un bureau d'affaires et de promotion immobilière situé au pôle urbain Massinissa, dans la commune d'El Khroub, qui escroquait des individus en les trompant pour acheter des locaux commerciaux et logements dans le cadre de conventions fictives contre des sommes d'argent dépassant 1 million de DA pour chaque transaction, a précisé la même source. La brigade a reçu une plainte de la part d'une victime ayant fait l'objet d'une escroquerie par ce même bureau, a ajouté la même source, précisant que l'enquête ouverte et les investigations approfondies ont permis l'identification

du propriétaire du bureau qui a été arrêté au pôle urbain Massinissa, puis transféré au siège de la brigade de la sûreté de wilaya de Constantine pour achever les procédures nécessaires. Les investigations lancées dans le cadre de cette affaire ont permis l'identification de ses deux complices, un homme et une femme, qui ont été arrêtés respectivement dans la circonscription administrative Ali Mendjeli et au centre-ville de Constantine, a fait savoir la même source. La fouille des domiciles des suspects a donné lieu à la saisie de dossiers et cartes utilisées dans la falsification des documents, a-t-on encore précisé. L'enquête qui a duré environ une semaine a permis le démantèlement du réseau criminel et a démontré que plusieurs individus ont été victimes d'escroquerie à travers des conventions fictives contre des sommes d'argent conséquentes (le montant n'a pas été évalué). Les concernés ont été présentés devant le parquet près le tribunal d'El Khroub, après la constitution d'un dossier pénal à leur encontre.

SÉTIF

Démantèlement d'un réseau transfrontalier de trafic de pilules abortives et psychotropes

La brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Sétif est parvenue à mettre fin aux agissements d'un réseau criminel international composé de 7 individus dont une femme qui s'adonnaient au trafic de pilules abortives et de psychotropes via les réseaux sociaux, a-t-on appris dimanche dans un communiqué de ce corps constitué. L'affaire a été déclenchée après la détection d'un compte électronique qui vendait, dans des groupes fermés via des réseaux sociaux, des médicaments utilisés pour l'avortement à un prix oscillant entre 10.000 et 20.000 DA, a indiqué le communiqué, précisant qu'une enquête approfondie a été ouverte et les investigations techniques entamées par la brigade qui a effectué plusieurs opérations d'inspection et de cyber-surveillance permettant d'atteindre des preuves condamnant des indi-

vidus. La poursuite des investigations a donné lieu à l'arrestation de tous les impliqués dans des endroits distincts et la saisie de 5.930 comprimés de médicaments utilisés dans l'avortement d'origine européenne ayant été introduits sur le territoire national via la contrebande par un ressortissant étranger vers une wilaya de l'Est pour une valeur totale d'environ 60 millions DA (coût du marché noir), en plus de 1.176 comprimés psychotropes et 758 unités de médicaments de contrebande non commercialisés à l'échelle nationale. Plusieurs ordonnances médicales portant des cachets d'établissements hospitaliers spécialisés en psychiatrie et des sommes d'argent en monnaie nationale et en devise et un véhicule touristique ont été également saisis dans le cadre de cette affaire, indique le communiqué. Après l'achèvement de l'enquête, un dossier pénal a été élaboré et les

personnes arrêtées ont été présentées devant le parquet pour "contrebande de produits pharmaceutiques présentant un degré de danger menaçant la santé publique, dans le cadre d'un réseau criminel international organisé et possession pour vente de psychotropes de manière illicite et possession en vue de vendre des produits pharmaceutiques obtenus via la contrebande et la pratique illicite du métier de la santé et incitation à l'avortement en présentant des publications favorisant ce geste". Les impliqués ont été poursuivis également pour plusieurs autres accusations dont "faux et usage de faux dans des ordonnances médicales, délivrance sciemment d'ordonnances fictives ou de complaisance pour des psychotropes, acquisition de psychotropes à travers des ordonnances fictives et usurpation d'identité et abus de fonction", selon le communiqué.

COMMERCE

Appareils de chauffage et détecteurs de monoxyde de carbone : poursuite du retrait du marché national des marques et modèles non conformes (ministère)

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, dimanche dans un communiqué, la poursuite du retrait du marché national, des appareils de chauffages et des détecteurs de monoxyde de carbone non conformes aux normes de sécurité en vigueur. L'opération de retrait se fait par des agents de contrôle, au niveau de toutes les directions de commerce et de promotion des exportations, suite à des contrôles effectués au niveau de leurs laboratoires de contrôle de qualité, lesquels ont attesté de la "non conformité de certaines marques aux normes de sécurité en vigueur". Il s'agit des appareils de chauffage de marque Maxwell, modèles (Max RGD10ND) et (Max RGD14ND). Pour les détecteurs de monoxyde de carbone, il s'agit des appareils de marque "Atlas", modèle (Zass Turbo), type (FG-A009), des appareils de marque "Maxtor", modèle (Max-009), des appareils de marque "Géant", modèle (GN-COD01-3B) et des détecteurs de marque "Brand", modèle (Brand Arina). Les détecteurs de monoxyde de carbone de marque "Sonaric", modèle "JKD-6023, et ceux de marque "Condor", modèle (CMD220), de marque "Maxwell" et de marque "Eymann" seront également retirés du marché, conclut le communiqué.

APS

CLIMAT

Les niveaux actuels de CO₂, du jamais-vu depuis 14 millions d'années sur Terre (étude)

Les niveaux actuels de dioxyde de carbone dans l'atmosphère n'ont pas été atteints depuis 14 millions d'années sur Terre, révèle jeudi une vaste étude qui évoque les climats inhospitaliers vers lesquels l'humanité se dirige.

Cette publication dans la revue *Science* retrace les niveaux de CO₂ depuis 66 millions d'années avant notre ère jusqu'au réchauffement climatique d'aujourd'hui avec une précision inédite. "Cela nous montre bien à quel point ce que l'on est en train de faire est vraiment, vraiment inhabituel dans l'histoire de la Terre", explique l'autrice principale Baerbel Hoenisch, chercheuse pour l'université Columbia à New York.



La dernière fois que l'atmosphère de notre planète contenait la même concentration du principal gaz à effet de serre (le CO₂) qu'aujourd'hui, soit environ 420 ppm (parties par million), remonte à environ 14 à 16 millions d'années. Cela remonte à bien plus longtemps que ce qu'estimaient jusqu'alors les scientifiques (3 à 5 millions d'années). Il y a 14 à 16 millions d'années, il n'y avait par exemple au Groenland pas de calotte glaciaire.

ITALIE

17 blessés légers dans une collision entre deux trains (pompiers)

Une collision à basse vitesse entre deux trains a fait 17 blessés légers dimanche soir dans le nord-est de l'Italie, ont indiqué les pompiers et la compagnie ferroviaire italienne. L'accident a provoqué de fortes perturbations de circulation dans la zone. Il est survenu entre un TGV Frecciarossa et un train régional sur

la ligne Bologne-Rimini, entre Faenza et Forlì, ont indiqué les pompiers sur X (ex-Twitter).

Ils ont précisé à 21h45 (20h45 GMT) que les opérations de secours étaient terminées. L'accident a entraîné des "blessures légères, je dirais des contusions. Il n'y a pas eu de blessé grave, la collision a

eu lieu à très basse vitesse", a indiqué un porte-parole de Trenitalia.

Des investigations sont en cours pour comprendre les causes de l'accident, a-t-il précisé. Des photos et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent deux trains l'un contre l'autre, avec les secours intervenant sur le bas côté.

ETATS UNIS

Un avion de combat américain F-16 s'abîme en mer en Corée du Sud, le pilote secouru

Un avion de combat américain F-16 s'est abîmé en mer Jaune lundi en Corée du Sud lors d'un exercice d'entraînement et son pilote, qui a pu s'éjecter, a été secouru, a rapporté l'agence de presse Yonhap.

"L'avion s'est abîmé dans les eaux (de la mer Jaune, ndr) après avoir décollé d'une base aérienne à Gunsan, à 178 kilomètres au sud de Séoul", a rapporté l'agence de presse. Le pilote, qui a pu s'éjecter de l'avion, a été se-

couru, a rapporté Yonhap. Le ministère sud-coréen de la Défense a refusé de commenter. Les forces américaines en Corée du Sud n'étaient pas immédiatement disponibles pour confirmer cette information.

En mai, un avion F-16 américain s'était écrasé dans une zone agricole au sud de Séoul, sans faire de victime, lors d'un exercice d'entraînement de routine. Son pilote s'en était sorti sain et sauf après s'être éjecté.

BRÉSIL

Menacée d'effondrement, une mine de sel s'écroule partiellement

Une mine de sel dans le nord-est du Brésil qui risque de s'effondrer de manière imminente, s'est partiellement écroulée dimanche, sans risque pour les habitants du secteur qui ont déjà été évacués, ont indiqué des responsables. Les habitants de Maceio, la capitale de l'Etat d'Alagoas, surveillent nerveusement la "mine 18" du géant pétrochimique Braskem depuis que les autorités de la ville ont déclaré une alerte maximale le 29 novembre, avertissant qu'elle risquait de s'effondrer et de provoquer ainsi une tragédie de grande ampleur. "La mine 18 a subi une rupture aujourd'hui" dans un secteur situé le long de la lagune de la ville, a fait savoir le maire, Joao Henrique Caldas, sur le réseau social X. "Le service des urgences de Maceio souligne que la mine et ses environs sont inoccupés et qu'il n'y a aucun risque pour la population. Nous recueillons de plus amples informations et les communiquerons dès que possible", a-t-il ajouté. Une vidéo diffusée par les médias brésiliens montre de grosses bulles brunes à la surface de l'eau au moment de la rupture de la mine, qui se trouve en grande partie sous la lagune. L'entreprise brésilienne Braskem a déclaré dans un communiqué qu'un "mouvement atypique" avait été détecté dans la mine et qu'elle "continuait à coopérer" avec les autorités. La mine de sel en question, qui produit du sel gemme ou sel de roche (servant à fabriquer de l'hydroxyde de sodium et du PVC), est l'une des 35 que Braskem exploite à Maceio. La société a pour actionnaire majoritaire Novonor, anciennement Odebrecht. Le groupe de construction brésilien est accusé d'avoir versé des millions de dollars de pots-de-vin



à de nombreux dirigeants d'Amérique latine pour obtenir des marchés. Maceio, qui compte un million d'habitants, a vu sa vie urbaine affectée depuis que les habitants ont été contraints de commencer à évacuer la zone autour de la mine en 2019, après l'apparition de fissures dans les rues et les bâtiments. Les quartiers menacés où vivaient quelque 55.000 personnes dans plus de 14.000 bâtiments d'habitation sont désormais vides. Les mouvements de terrain autour de la mine ont accéléré son affaissement. Le maire a averti que la ville serait confrontée à "la plus grande tragédie urbaine du monde" si elle s'effondrait. Les groupes écologistes préviennent qu'un tel effondrement pourrait également provoquer une catastrophe écologique pour la lagune et l'écosystème environnant.

CANADA

Ottawa détaille son plan pour plafonner les émissions du secteur pétrolier et gazier

Le Canada a publié jeudi les détails de son plan visant à plafonner, à partir de 2026, les émissions de son secteur pétrolier et gazier, dont l'échéancier est fortement critiqué par les écologistes. Quatrième producteur mondial de pétrole, le pays prévoit de réduire d'ici à 2030 les émissions de son secteur le plus polluant de 35 à 38% sous les niveaux de 2019. L'objectif est toutefois inférieur à

ce qui était initialement prévu pour une industrie responsable de près d'un tiers des émissions canadiennes — ce qui n'inclut pas celles liées à la consommation finale de ces hydrocarbures.

"Aucun secteur de l'économie ne devrait être autorisé à polluer sans qu'une limite ne lui soit imposée", a souligné le ministre de l'Environnement canadien, Steven Guilbeault, avant d'ajouter qu'il

souhaitait aussi s'assurer "que le secteur reste concurrentiel dans le marché mondial". Le gouvernement fédéral va ainsi permettre aux entreprises d'échanger des crédits carbone pour atteindre ces objectifs et il prévoit également "une certaine souplesse", a précisé M. Guilbeault depuis Dubaï où il prend part à la COP28.

APS

CHINE

Les blizzards dans le centre de la Chine suspendent les écoles et clouent au sol les vols

Des blizzards ont frappé la province chinoise du Henan (centre), entraînant la suspension des écoles et l'annulation des vols à Zhengzhou, capitale provinciale, lundi matin. En six heures, de la fin du dimanche au début du lundi, les précipitations à la station de Zhengzhou ont atteint 14,2 mm, et la neige accumulée a atteint 10 cm, selon la station météorologique de la ville. Les collèges, les écoles primaires et les jardins d'enfants de la ville ont été suspendus lundi, et le bureau de l'éducation de Zhengzhou notifiera si la suspension se poursuivra mardi. Les conditions météorologiques ont également affecté le trafic routier, ferroviaire et aérien dans la province. Lundi matin, 22 vols ont été annulés à l'aéroport international Xinzheng de Zhengzhou, et des sections de 46 autoroutes ont été fermées. La circulation de trains, dont de nombreux trains à grande vitesse et trains interurbains, a également été suspendue, selon les autorités concernées. A ce jour, plusieurs centaines d'alertes aux vents violents, aux fortes chutes de neige, aux vagues de froid et aux routes verglacées ont été émises dans la province, et des alertes rouges aux fortes chutes de neige ont été émises dans de nombreux endroits.

La neige affecte la circulation routière à Pékin

Le trafic routier à Pékin a été perturbé lundi matin par une chute de neige qui s'est produite dimanche soir et qui devrait se poursuivre lundi. De dimanche 19h00 à lundi 8h00, la chute de neige dans la ville a atteint 5,8 mm en moyenne. La plus grande précipitation devrait être connue dans l'arrondissement de Fangshan, en s'élevant à 10,2 mm, selon les données fournies par le service météorologique de Pékin. Aux environs de 7h30, les piétons de l'arrondissement de Xicheng, dont nombreux emmenant leurs enfants à l'école, marchaient sur des routes verglacées et boueuses. Plusieurs conducteurs de vélos électriques ont été vus en train de tomber au sol près de Xuanwumen dans l'arrondissement. La station météorologique de la ville a émis une alerte jaune aux routes verglacées dimanche à 16h50, prévoyant que de vastes zones dans la ville devraient avoir des routes verglacées entre dimanche 23h00 et lundi 14h00. La Chine dispose d'un système d'alerte météorologique à quatre niveaux, le rouge représentant l'alerte la plus sévère, suivi de l'orange, du jaune et du bleu. Selon les prévisions météorologiques, une chute de neige légère continuera lundi.

Nouvelle alerte bleue à une vague de froid

Les autorités météorologiques de la Chine ont renouvelé lundi une alerte bleue à une vague de froid, prévoyant des chutes de température dans certaines parties du pays. De lundi à mardi, les températures devraient chuter de 6 à 10 degrés Celsius dans la plupart des régions situées au sud du fleuve Yangtsé, à l'est de la province du Guizhou et des parties septentrionales du sud de la Chine, selon le Centre météorologique national. Certaines parties de la province du Hunan, de la province du Guizhou et de la région autonome Zhuang du Guangxi pourraient voir des chutes de température de plus de 12 degrés Celsius. Le centre a conseillé aux gouvernements locaux de prendre des mesures de précaution contre le temps froid, et a recommandé au public de rester au chaud et a préconisé des mesures pour protéger les cultures tropicales et les produits aquatiques. La Chine possède un système d'alerte météorologique à quatre couleurs pour les vagues de froid, le rouge représentant le niveau le plus élevé, suivi de l'orange, du jaune et du bleu.

LUTTE CONTRE LE SIDA

Journée d'étude au profit des professionnels de la santé et des associations

L'Association scientifique algérienne de recherche en infectiologie (ASARI) a organisé, dimanche à Alger, une Journée d'étude et de formation au profit des professionnels de la santé et des associations activant dans le domaine de la lutte contre le sida, et ce, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida (1er décembre).

Dans une allocution prononcée à cette occasion, la présidente de l'ASARI et cheffe de service à l'Hôpital El-Kettar (Alger), Pr. Nassima Achour, a indiqué que cette Journée de formation destinée aux médecins spécialistes, notamment les gynécologues et les pédiatres, ainsi qu'aux associations activant dans le domaine de la lutte contre le sida, avait pour objectif de «les informer des dernières évolutions et des récentes découvertes scientifiques dans le domaine de la lutte contre cette maladie». Selon elle, le moyen idéal et efficace de prévenir cette maladie reste «l'examen et le diagnostic précoces qui sont à même de permettre de réduire le nombre de nouveaux cas».

«La promotion de la prévention est la clé pour atteindre l'objectif escompté : zéro cas en 2030», a-t-elle expliqué. De son côté, la représentante du ministère de la Santé, Samia Hamadi, a salué cette initiative visant à «promouvoir la santé et la recherche scientifique en Algérie, en réunissant des spécialistes dans le domaine médical et des associations activant en matière de lutte contre le VIH/sida».

Cette rencontre «permettra aux différents spécialistes en matière de lutte contre cette maladie d'échanger leurs expériences», a estimé l'intervenante. Pour sa part, le président de l'Association nationale «Solidarité Aids», Ahcène Boufenissa, s'est félicité de l'intérêt porté, lors de cette rencontre, à l'état psychologique des malades, estimant que «la prise en charge psychologique du malade est partie intégrante des soins». Intervenant au nom du directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP), Dr Bouchaïb a souligné que la lutte contre le sida «exige un soutien permanent aux activités de sensibilisation et la mobilisation de toutes les énergies, en sus de la mise en place de stratégies innovantes pour réduire le nombre de cas».

GRIPPE SAISONNIÈRE

L'obligation de la vaccination pour les populations vulnérables rappelée (épidémiologiste)

Les populations vulnérables sont tenues de se faire vacciner contre la grippe saisonnière afin de se prémunir contre les formes sévères de ce virus, pouvant s'avérer «plus dangereux» que celui du Coronavirus, a recommandé, dimanche à Alger, le Professeur en Immunologie, Kamel Djenouhat.

«Les périodes de froid et les espaces fermés encouragent la transmission des virus respiratoires, dont celui de la grippe saisonnière. Aussi, c'est le moment pour les populations vulnérables de se faire vacciner pour éviter les formes sévères de cette grippe», a précisé le Pr Djenouhat, chef du Laboratoire central à l'EPH de Rouiba (Alger). S'exprimant lors d'une rencontre destinée aux journalistes sur le thème de «la vaccination antigrippale, sujets à risques et dette immunitaire», le Pr Djenouhat a précisé que les populations vulnérables sont notamment celles âgées de 65 ans et plus, celles souffrant de pathologies chroniques et auto-immunes, les femmes enceintes et les enfants âgés entre 6 mois et 5 ans. Tout en faisant savoir que 10 % des consultations médicales en Algérie sont liées aux syndromes grippaux, il a précisé que la vaccination permet de réduire de 60 à 90 % les risques de complications, notant qu'elle «doit se faire chaque année», en raison de la durée limitée de son effet (pas plus de 6 mois) et du caractère «mutant» des souches du virus. «Pour cette raison, le virus de



cette année n'est pas le même que celui de l'année dernière», a-t-il expliqué avant de faire remarquer que «durant la conjoncture actuelle, la grippe saisonnière peut s'avérer un peu plus grave que le Coronavirus». Abordant précisément le «chevauchement» entre les symptômes de la grippe saisonnière et du Coronavirus, le spécialiste a relevé «la difficulté de différencier» entre les deux pathologies, préconisant le recours au diagnostic biologique comme seul moyen de faire le

distinguo entre elles. Par ailleurs, le président de la Société algérienne d'Immunologie, le Pr Djenouhat a convié les sujets concernés à «éviter la vaccination durant l'apparition des symptômes», arguant de son «inutilité» d'une part, et des risques encourus sur leur santé, d'autre part. De son côté, la directrice en charge des maladies transmissibles au ministère de la Santé, Dr Samia Hammadi, a mis en garde contre «l'auto-vaccination», l'avis du médecin étant «import-

ant pour décider de l'opportunité pour le patient à se faire vacciner. Elle a indiqué que l'acquisition du vaccin antigrippal au niveau des officines de pharmacie ne peut, par conséquent, se faire qu'après présentation de la prescription médicale. La grippe saisonnière touche chaque année plus d'un (1) milliard de personnes au monde, occasionnant entre 3 à 5 millions de cas sévères, à l'origine de 290.000 à 650.000 décès liés à des troubles respiratoires.

SECTEUR DE LA SANTÉ

La numérisation a atteint 75 % au niveau national (ministère)

Le taux de numérisation du secteur de la Santé au niveau national a atteint 75 %, a indiqué dimanche à Oran le Directeur des systèmes d'information et de l'informatique au ministère de la Santé, Mouhoub Messaoudi. Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture des travaux du premier colloque international sur «la numérisation et la santé», organisé par l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) «1er novembre 1954» d'Oran, le même responsable a souligné que «la numérisation du secteur de la Santé a fait de grands progrès, atteignant un taux de pas moins de 75 % au niveau national et devrait atteindre 100 % d'ici la fin de cette année».

Il a indiqué qu'un plan pour la numérisation du secteur a été élaboré et sera mis en œuvre entre 2024 et 2028. Ce plan comporte 15 axes portant sur l'infrastructure,

le développement du dossier médical électronique, le système sanitaire informatique, la formation du personnel, l'élaboration du cadre juridique de la numérisation dans la santé et le raccordement aux fibres optiques et autres.

M. Messaoudi a également souligné que le projet du numéro d'identification national, qui sera consacré pour chaque citoyen tout au long de sa vie, permettra aux agents de la santé d'accéder au dossier médical électronique des patients, ce qui facilitera la tâche des médecins et des patients. De son côté, le Directeur de la Santé d'Oran, Hadj Betouaf, a fait savoir que «le taux de numérisation de la wilaya a atteint 85 %, où tous les grands hôpitaux sont numérisés, ainsi que 48 polycliniques sur un total de 56». Le Directeur de l'Etablissement hospitalier universitaire «1er novembre 1954» d'Oran, Rabah Bar, a, pour

sa part, souligné que cet établissement sanitaire est pionnier en matière de numérisation, sachant que cette année marque le dixième anniversaire du lancement du dossier électronique du malade, signalant que la plupart des services de l'hôpital envisagent d'atteindre zéro % dans l'utilisation du papier. Le premier Congrès sur la numérisation et la santé, qui s'étale sur deux jours, enregistre la participation de 450 responsables et spécialistes de différentes régions du pays, notamment des directeurs et médecins, 12 spécialistes étrangers de France et du Canada. Il a également enregistré la participation de spécialistes par visioconférence pour débattre et échanger les expériences scientifiques sur plusieurs thèmes qui concernent la numérisation et l'utilisation des technologies modernes dans le domaine de la santé et de la médecine.

KHENCHELA

Recrutement de 42 auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation (DSP)

Quarante-deux (42) auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation ont été affectés aux différents hôpitaux de la wilaya de Khenchela, a indiqué dimanche, le directeur de la Santé de wilaya.

Diplômés de la promotion de novembre 2023 formée par l'Institut national de formation supérieure paramédicale de Tébessa, ces auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation ont été affectés aux hôpitaux «Ahmed Ben Bella» de Khenchela, «Hihi Abdelmadjid» de Kaïs, «Houari Boumediène» de Bouhmama, «Chadli Bendjedji» de Chechar, «Mohamed Boudiaf» d'Ouled Rechache et à l'Etablissement hospitalier spécialisé mère et enfant «Salhi Belkacem» du chef-lieu de wilaya, a précisé à l'APS, Lazhar Mordjane. Entre 6 et 9 auxiliaires ont été désignés dans chacun de ces établissements en fonction des besoins, a précisé le même responsable. Il a assuré que cette opération a permis de renforcer les staffs paramédicaux de ces établissements, notamment les permanences médicales de sorte à atténuer la pression enregistrée dans ces établissements et améliorer les prestations sanitaires assurées aux citoyens. En outre, un Institut de formation paramédical d'une capacité de 300 places pédagogiques sera réceptionné «avant la fin de l'année en cours» à Khenchela évitant ainsi aux étudiants de la wilaya en paramédical de se déplacer vers les établissements de Tébessa et d'Oum El-Bouaghi, a fait savoir le Directeur local de la Santé. La Direction de la Santé a procédé dans le cadre de la mise en œuvre du décret exécutif 22-84 du 27 février 2022 à l'installation de 439 titulaires de contrats d'insertion professionnelle dans des postes de travail permanents à travers les établissements du secteur, a indiqué le même responsable.

ASSURANCE MALADIE

Nécessité de sensibiliser contre la fraude à la sécurité sociale (rencontre)

Les participants à une rencontre de sensibilisation à la lutte contre la fraude à la sécurité sociale, organisée dimanche à Djelfa, ont souligné la nécessité pour tous les partenaires concernés de s'impliquer dans la lutte contre ce phénomène. Le directeur de l'agence locale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), Mohamed Mehadi, a insisté sur l'importance du volet sensibilisation dans la lutte contre la fraude à la sécurité sociale, par le renforcement du travail collectif entre tous les organismes, les assurés sociaux, et les médecins généralistes et privés, «dont il est attendu une importante contribution dans la lutte contre les arrêts maladie abusifs et l'utilisation irrégulière de la carte Chiffa». Le secrétaire général de l'association d'aide aux malades du cancer «Chouaâ El Amel» (lueur d'espoir), Mohamed Bourekba, a, quant à lui, estimé que la «pérennité des prestations de la CNAS est la responsabilité de tout un chacun, dont notamment les assurés sociaux et les différents partenaires auxquels incombe la mission de la protéger de toutes formes de fraude». «La lutte contre le phénomène de fraude à la sécurité sociale nécessite la mobilisation de tous les partenaires sociaux», a également souligné le président de l'association «Dr. Mohamed Kaki de défense et promotion des droits des malades», Ahmed Kaki, appelant à la nécessité de prise en charge des personnes atteintes de maladies chroniques non assurées sociales. Cette rencontre est inscrite au titre de la campagne nationale de lutte contre la fraude à la sécurité sociale, lancée sous le slogan «La préservation du système de la sécurité sociale est l'affaire de tous».

PALESTINE

Les services de santé visés par 449 attaques sionistes depuis le 7 octobre (OMS)

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré dimanche que l'entité sioniste a mené plus de 449 attaques contre des services de santé à Gaza et en Cisjordanie occupée depuis le début de l'agression le 7 octobre contre l'enclave palestinienne assiégée.

M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, a affirmé que plus de 449 attaques ont été menées contre les services de santé à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre, soulignant que "le travail des agents de santé est désormais impossible".

S'exprimant lors d'une session spéciale organisée par le conseil d'administration de l'OMS sur la situation sanitaire dans les territoires palestiniens occupés, le directeur général de l'OMS a déclaré que "plus de 17 000 personnes seraient mortes à Gaza, dont 7 000 enfants, et nous



ne savons pas combien sont enterrées sous les débris de leurs maisons. Plus de 46 000 blessés ont été signalés". Au moins 1,9 million de personnes ont été déplacées — soit la quasi-totalité de la popula-

tion de la bande de Gaza — et cherchent un abri partout où elles peuvent le trouver. Nulle part ni personne n'est en sécurité à Gaza", a-t-il ajouté.

Il a souligné que "la santé ne devrait jamais

être une cible", affirmant qu'en moyenne, "il y a une douche pour 700 personnes et des toilettes pour 150 personnes, et qu'il existe des signes inquiétants de maladies

épidémiques, notamment de diarrhée sanglante et de jaunisse". "Alors que de plus en plus de personnes se déplacent vers des zones de plus en plus petites, la surpopulation, combinée au manque de nourriture, d'eau, d'abris et d'assainissement adéquats, crée les conditions idéales pour la propagation de la maladie", a-t-il déclaré.

L'OMS adopte une résolution réclamant une aide immédiate pour Gaza

Le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a adopté dimanche par consensus une résolution réclamant une aide humanitaire immédiate pour Gaza. Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a échoué à exiger un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, du fait du veto des Etats-Unis, les 34 pays membres du Conseil exécutif de l'OMS appellent tous au "passage immédiat, durable et sans entrave de l'aide humanitaire" dans cette enclave palestinienne. La ré-

solution demande d'octroyer des autorisations de sortie aux patients, de fournir des médicaments et du matériel médical pour les civils, et de permettre à toute personne privée de liberté d'avoir accès aux soins médicaux. La résolution des 34 pays membres du Conseil exécutif dit en outre sa "grave préoccupation" quant à la situation humanitaire et aux "destructions généralisées", et appelle à la protection de tous les civils.

ONU

L'Ethiopie est toujours en proie aux conflits et à de multiples épidémies (Unicef)

L'Ethiopie est toujours confrontée à un conflit permanent, à des déplacements à grande échelle et à de multiples épidémies, a indiqué le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) dans son dernier rapport sur la situation humanitaire en Ethiopie publié jeudi. "La situation humanitaire dans ce pays d'Afrique de l'Est, touchée principalement par des conflits en cours et des épidémies, s'est encore aggravée en raison des chocs clima-

tiques", selon le rapport. "Plus récemment, cette situation a été aggravée par les inondations provoquées par El Nino, qui ont toutes un impact profond sur les personnes vulnérables, en particulier les enfants", a-t-il ajouté. Les inondations ont gravement affecté plus de 1,5 million de personnes dans certaines parties du sud-est de l'Ethiopie, déplaçant plus de 600.000 personnes, causant la mort de 57 personnes et de milliers de têtes de b-

tail, et endommageant et détruisant des infrastructures et des récoltes. L'Unicef a précisé que 72% de son appel de 674,3 millions de dollars pour l'action humanitaire pour les enfants (HAC) 2023 pour l'Ethiopie restaient à financer. "L'Unicef poursuit son appel pour obtenir des fonds essentiels afin de répondre aux besoins humanitaires des enfants, des adolescents, des femmes et des hommes en Ethiopie", indique le rapport.

ZAMBIE

Un risque élevé de propagation de l'anthrax en Zambie et dans les pays voisins (OMS)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que le risque de propagation de la maladie du charbon (anthrax) en Zambie et à ses alentours est élevé. Dans un bulletin d'information diffusé à Genève, l'OMS a signalé 684 cas possiblement d'anthrax dans le pays dont quatre personnes sont mortes. L'OMS a pointé le caractère "sans précédent" de l'épidémie actuelle qui avait déjà touché neuf des dix provinces du pays. L'épidémie se propage actuellement dans les provinces situées le long des bassins du Zambèze et de ses affluents Kafue et Luangwa. Selon l'OMS, le risque de propagation a

augmenté surtout "en raison du déplacement libre d'animaux entre les provinces" et entre la Zambie et ses pays voisins, "notamment l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe". La précédente épidémie remonte à 2011 où 511 cas suspects de maladie ont été enregistrés. L'anthrax est une maladie infectieuse particulièrement dangereuse des mammifères, causée par une bactérie. L'agent pathogène, sous forme de spores, reste actif d'ans le sol pendant de nombreuses années

CHINE

Le contrôle des maladies respiratoires pour les personnes âgées reste stable (ministère)

La situation générale de la prévention et du contrôle des maladies respiratoires dans les établissements de soins aux personnes âgées en Chine reste stable, a annoncé dimanche un responsable du ministère des Affaires civiles. Etant donné que la majorité des personnes âgées ont des problèmes de santé sous-jacents et un système immunitaire affaibli, l'hiver s'avère pour elles une haute saison des maladies respiratoires, en particulier chez les résidents des établissements de soins aux personnes âgées densément peuplés, a déclaré Li Banghua, vice-directeur du département de service de soins aux personnes âgées du ministère, lors d'un point de presse cité par l'agence Chine nouvelle.

Le ministère a mis en œuvre une série de mesures pour renforcer la protection des personnes âgées dans ces établissements, a noté M. Li. Ces mesures comprennent le développement de plans d'urgence efficaces visant à traiter les foyers potentiels et à sensibiliser les personnes âgées et le personnel des établissements aux maladies respiratoires.

ETATS-UNIS

Hausse des cas de grippe et de Covid-19

Les cas de grippe et de Covid-19 ont nettement augmenté aux Etats-Unis, en particulier chez les jeunes enfants, rapportent des médias. Un nombre croissant de personnes testées positives à la Covid et admises à l'hôpital avec des symptômes graves. Selon les données, environ 10% des tests de Covid-19 signalés au Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC) se sont révélés positifs au cours de la dernière semaine. Les admissions à l'hôpital pour la Covid ont atteint près de 20.000 au 25 novembre dernier, ce qui représente une augmentation de 10%, selon les données du CDC.

Parmi les maladies respiratoires, la Covid continue de provoquer le plus grand nombre d'hospitalisations et de décès, soit environ 15.000 hospitalisations et 1.000 décès par semaine, a signalé la directrice du CDC, Mandy Cohen, Mandy Cohen, citée par les médias. La grippe, a elle augmenté, avec un taux de positivité des tests de 6% au niveau national et 4.268 hospitalisations pour la même période, selon la même source, qui a fait état de décès d'environ 100 personnes, dont huit enfants pour des causes liées à la grippe depuis le début de la saison. Dans un rapport hebdomadaire, le CDC a fait savoir que l'activité grippale saisonnière a continué d'augmenter dans la plupart des régions du pays, notamment dans les régions du centre-sud, du sud-est, des montagnes et de la côte ouest.

ROUMANIE

Une épidémie de rougeole annoncée

Une épidémie de rougeole s'est déclarée en Roumanie, a indiqué mercredi le ministère roumain de la Santé. "En prenant en considération la hausse inquiétante des cas de rougeole aussi bien qu'un grand nombre d'enfants contaminés dans des hôpitaux, le ministère roumain de la Santé a annoncé une épidémie nationale de rougeole pour assurer la possibilité d'effectuer la vaccination des enfants âgés entre 9 et 11 mois aussi bien que le traitement des enfants non vaccinés", a précisé le ministère. Actuellement, 2.000 cas de rougeole ont été enregistrés en Roumanie. Selon le ministère, 78% des enfants dans le pays ont reçu la première dose du vaccin, et 62%, deux doses. Cependant, ces dix dernières années, le nombre d'enfants contaminés est en baisse en Roumanie.

COP28

Appels à des systèmes de santé mondiaux plus forts et plus résilients

Les délégués présents à Dubaï aux Emirats arabes unis, pour la 28e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP28), ont appelé samedi à des systèmes de santé mondiaux plus forts et plus résilients, indispensables pour protéger les populations des effets du changement climatique sur la santé. A l'approche de la toute première "Journée de la santé" organisée dans le cadre d'une conférence des Nations unies sur le climat, les délégués ont signé une nouvelle déclaration sur le climat et la santé et examiné séparément le rôle que peut jouer la technologie numérique dans l'action en faveur du climat. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est félicitée de cette nouvelle déclaration, qui vise à accé-

léraliser les actions destinées à protéger les populations des effets croissants du climat, notamment en renforçant la collaboration en vue de réduire les émissions et en augmentant le financement des solutions en matière de climat et de santé. S'adressant aux délégués, le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a qualifié de crise "sanitaire" la crise climatique, déplorant le fait que "pendant trop longtemps, la santé a été reléguée au second plan dans les discussions sur le climat". Selon l'OMS, la crise climatique est à l'origine des conditions météorologiques extrêmes qui font des victimes dans le monde entier. En outre, les émissions qui réchauffent la planète empoisonnent également l'air respiré. Chaque année, la pollution de l'air tue quelque sept mil-



lions de personnes dans le monde, tandis que des millions de personnes sont exposées chaque année à des phénomènes météorologiques extrêmes, selon l'agence sanitaire mondiale. "Pour réduire les effets du changement climatique sur la santé, il faut que l'ensemble de la société prenne des mesures, notamment pour décarboniser les systèmes

énergétiques afin de réduire les émissions d'au moins 43 % au cours des sept prochaines années", a-t-on indiqué.

De son côté, le ministre émirati de l'Industrie et des Technologies avancées et président de la COP28, Sultan bin Ahmed Al Jaber, a indiqué que les effets du changement climatique "sont déjà à nos portes", rappel-

lant qu'ils sont devenus "l'une des plus grandes menaces pour la santé humaine au XXIe siècle". Signée samedi par 123 pays, la Déclaration des Emirats arabes unis sur le climat et la santé de la COP28 reconnaît la nécessité pour les gouvernements de protéger les communautés et de préparer les systèmes de santé à affronter les impacts sanitaires liés au climat, tels que les chaleurs extrêmes, la pollution de l'air et les maladies infectieuses. La déclaration couvre une série de domaines d'action à la croisée du climat et de la santé, y compris la mise en place de systèmes de santé plus résilients au climat et le renforcement de la collaboration intersectorielle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), entre autres.

SURDITÉ QUAND S'INQUIÉTER ?

Au moins 1 enfant sur 800 naît avec un grave problème de surdité. Pourtant, elle n'est souvent dépistée qu'après le premier anniversaire. Y a-t-il des signes à ne pas négliger ?

Pendant longtemps, seuls les nouveaux-nés présentant un facteur de risques étaient soumis à un dépistage d'office de la surdité. Le hic, c'est qu'au moins la moitié des surdités néonatales ne sont pas liées à un facteur de risques. Et que 90 % des bébés nés sourds ont des parents sans problème particulier d'ouïe. Du coup, pendant des générations, beaucoup de surdités néonatales n'étaient pas dépistées à la maternité.

Le bébé grandit et les parents commencent à s'inquiéter au bout de la première année, en cas de surdité profonde. Qui finit par faire l'objet d'un dépistage entre 12 et 18 mois. Quand la surdité est plus légère, c'est seulement vers l'âge de 23 mois que l'enfant subit un examen poussé. Les surdités légères ou moyennes ne seront diagnostiquées que vers l'âge de 3 ans quand l'enfant fait répéter souvent ou prononce mal les mots. Quelles que soient l'origine et la gravité de la surdité, le dépistage tardif a pour conséquence de provoquer un retard évident sur l'acquisition du langage, l'autonomie et la socialisation de l'enfant.

LES SIGNES D'ALERTE

Avant 3 mois bébé ne sursaute pas aux bruits soudains, trop profondément.

A partir de 6 mois bébé ne gazouille pas ou peu, ne cherche pas des yeux l'origine du son si elle n'est pas visible.

Entre 9 et 12 mois bébé ne réagit pas à une demande quand elle n'est pas associée à un geste ou une mimique ; il ne prononce pas des syl-



labes associées (pappa, ba-ha, mama...)

A partir de 12 mois : il ne baragouine pas quelques mots de base et usuels (ga-to).

A 18 mois bébé ne sait pas désigner un objet ou une partie de son corps.

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

pas les consignes nécessitant explication. A 4 ans Il articule mal.

A partir de 5 ans Il vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

pas les consignes nécessitant explication. A 4 ans Il articule mal.

A partir de 5 ans Il vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

pas les consignes nécessitant explication. A 4 ans Il articule mal.

A partir de 5 ans Il vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

pas les consignes nécessitant explication. A 4 ans Il articule mal.

A partir de 5 ans Il vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

pas les consignes nécessitant explication. A 4 ans Il articule mal.

A partir de 5 ans Il vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

pas les consignes nécessitant explication. A 4 ans Il articule mal.

A partir de 5 ans Il vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

pas les consignes nécessitant explication. A 4 ans Il articule mal.

A partir de 5 ans Il vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

A 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoquant une situation (maman partie).

A 3 ans A l'école, il ne comprend

Un an plus tard, en janvier 2008, le Conseil national d'orthophonie émettait l'avis contraire, estimant que « la détection très précoce de la surdité présenterait beaucoup plus d'inconvénient que d'avantages ».

Et préconise de laisser du temps au temps, avec une évaluation continue du handicap et des alternatives de choix proposées aux parents afin d'évaluer l'intérêt ou non d'une sur-médicalisation de la surdité. A l'heure actuelle, le dépistage reste recommandé... mais ce sont aux parents de choisir.

LES RAISONS DU VETO

Le taux d'erreur. Une étude menée sur dix ans a relevé des erreurs dans le dépistage précoce de la surdité chez des bébés. Évalués positifs au test de la surdité le 1er jour de la naissance, ils se sont révélés a posteriori autistes. Et pourtant, on leur a quand même posé tout-petit un implant cochléaire. Évaluation continue. Le CCNE privilégie une évaluation des capacités auditives au même jour de la vie jusqu'au 28ème jour, afin de repérer les enfants les bébés nécessitant un examen plus approfondi.

L'appareillage quasi obligé. Le dépistage systématique encourageait les parents à accepter un appareillage presque automatique de l'enfant sourd ou l'implant cochléaire alors que le CCNE privilégie l'apprentissage de la langue des signes, associée à un appareillage.

Le risque de rejet. Dépistage et appareillage trop précoce ne permet pas aux parents de se faire à l'idée du

précoce de la surdité a été mené par la Caisse nationale d'Assurance maladie, en partenariat avec l'Association française de dépistage et de prévention des handicaps de l'enfant. Dans six maternités pilotes, le dépistage néonatal a donc été rendu systématique. Au vu des résultats, la Haute Autorité de santé (HAS) a estimé utile d'étendre ce dépistage néonatal à tous les nouveaux-nés.

Quand la dépister ?

Entre 2005 et 2007, un programme expérimental de dépistage



de celle-ci, il y a des solutions. "Pour les otites sévères ou les otites moyennes aiguës à répétition, si les médicaments ne règlent pas le problème, la pose d'aérateurs trans tympaniques ou yo-yos est souvent la solution." Ces petits tubes creux évacuent le liquide bloqué derrière le tympan. "On les retire au bout de quelques mois s'ils ne sont pas déjà tombés tout seuls."

En cas de perforation du tympan, à la suite d'une otite ou d'un traumatisme (Coton-Tige...), si le tympan ne se répare pas de lui-même, un passage sur la table d'opération le remettra en bon état de marche.

Pour les surdités de perception, il faut appareiller. "En première intention, avec une prothèse auditive, amplificateur de sons. Quand la perte auditive est très sévère, il y a l'implant cochléaire, dont une partie est insérée dans la cochlée." Cet appareil est un magicien : suivi d'une rééducation orthophonique, il permet à des enfants sourds de réentendre la voix de leurs proches, de parler, d'écouter de la musique, de suivre une scolarité classique, d'avoir des copains... et de retrouver leur insouciance.

Surdité de l'enfant : un phénomène sous-estimé

La perte auditive touche un enfant sur 1000 en France. Une nouvelle étude révèle le besoin de sensibilisation des parents.

On estime qu'en France environ 1 enfant sur 1000 est touché par une perte auditive. Pourtant, selon une étude Ipsos présentée par la société MedEI (une entreprise autrichienne qui développe des implants cochléaires), moins d'un parent sur deux (43%) se dit inquiet vis-à-vis des problèmes auditifs de leur enfant. Pour cette étude sur "la perception par les parents de la perte auditive des enfants", l'institut de sondage a interrogé 609 parents d'enfants de 0 à 12 ans (507 parents d'enfants entendants et 102 parents d'enfants équipés d'un implant cochléaire, une aide auditive composée d'un processeur placé derrière l'oreille qui transforme les sons en signaux électriques et les transmet par ondes à une partie interne implantée chirurgicalement).

Sur le millier de nouveaux-nés touchés chaque année, 40 % souffrent de surdités sévères et profondes avec de lourdes conséquences sur l'acquisition du langage oral et sur le développement socio-affectif de l'enfant.

Trois quarts de ces surdités sont d'origine génétique (anomalies de l'oreille) et les autres sont acquises au cours de la grossesse ou pendant la période périnatale.

Si la majorité des parents d'enfants implantés ont consulté un professionnel de santé dès qu'ils ont constaté que leur enfant présentait une perte auditive (92%), 89 % admettent qu'ils ont d'abord cherché ses informations sur Internet et près d'un sur dix (7%) a attendu que cela passe. Car même si les parents sont soucieux du bien-être de leur enfant et perçoivent les enfants équipés d'appareils auditifs comme "des enfants comme les autres" (à 92%), il n'en est pas moins que le choc de l'annonce de la perte auditive de son enfant provoque un sentiment d'angoisse pour 40% des parents d'enfants implantés.

Toutefois, avec le recul, 51% des parents d'enfants implantés ont conseillé de faire contrôler l'audition de leur enfant le plus rapidement possible en cas de suspicion d'une perte auditive.

Les implants cochléaires reçoivent un son, le convertissent en stimuli électriques et envoient ces impulsions directement au nerf auditif, res-

tant ainsi l'audition. Ils sont généralement implantés chez les enfants entre l'âge de 1 et 4 ans.

ILS ASSOCIENT PLUS RAPIDEMENT LES MOTS AUX BONS OB

Les chercheurs ont suivi pendant 32 semaines des enfants présentant un implant cochléaire dans les deux oreilles depuis déjà un an. On leur a montré des images associées à des mots qui correspondaient ou non. Leurs réponses encéphalographiques ont été enregistrées après 12, 18 et 24 mois. Si les chercheurs détectaient dans l'EEG un effet appelé N400, cela voulait dire que l'enfant avait établi une connexion stable entre l'objet et son nom, qu'il avait appris le mot. Les scientifiques ont observé que les enfants sourds

apprenaient plus vite que les autres enfants -en moyenne une fois de plus- et constataient des groupes de mots plus rapidement. La raison de cette découverte pourrait être que les enfants ayant des implants cochléaires sont plus âgés lorsqu'ils sont exposés à la langue parlée pour la première fois, leurs facultés cognitives sont donc plus matures. Ils ont rattrapé leur retard alors qu'ils étaient auparavant désavantagés. En effet, ceux qui ont une audition normale apprennent les aspects du langage, tels que le rythme et la mélodie de leur langue maternelle, dès la naissance et même dans l'utero.

Les scientifiques pensent que les enfants porteurs d'implants pourraient permettre d'aider à la compréhension des processus généraux d'acquisition du langage.

La pose s'effectue en général d'un seul côté.

« La motivation de la famille est essentielle, car une rééducation orthophonique est indispensable, souligne le Dr Sandrine Martin, spécialiste en génétique de la surdité.

On n'entend pas comme un entendant. L'enfant doit apprendre à comprendre les sons qu'il reçoit. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

QUEL TRAITEMENT POUR LA SURDITÉ CHEZ L'ENFANT ?

Une surdité a été diagnostiquée chez votre enfant ? Devra-t-il porter un appareil auditif ou un implant cochléaire ? Pourra-t-il apprendre à parler ? Les réponses des experts sur les traitements de la surdité chez l'enfant.



Aujourd'hui, il n'y a plus à hésiter entre langue des signes et appareillage pour les enfants atteints de surdité : les enfants sont presque tous appareillés. Reste la question du choix du dispositif qui dépend du niveau de surdité. Mais une correction auditive n'exclut pas l'apprentissage de la langue des signes. Au contraire, sa maîtrise peut permettre à l'enfant de comprendre les informations et de communiquer avec ses parents, ou d'autres enfants sourds, avant de pouvoir pleinement utiliser son implant, par exemple. Elle peut être enseignée dès l'âge de 7-8 mois.

POUR LES SURDITÉS LÉGÈRES À MOYENNES : UN APPAREIL AUDITIF

Les prothèses auditives amplifient les sons. Elles sont prescrites par l'ORL, mais c'est l'audioprothésiste qui les choisit, les adapte et les règle. Les appareils généralement recommandés sont des contours d'oreille, (même chez les bébés), désormais très discrets. La phase d'adaptation nécessite une collaboration étroite entre les parents et l'audioprothésiste, notamment lorsque l'enfant est très jeune. Un contrôle est indispensable tous les 3 mois jusqu'à 2 ans, puis tous les six mois jusqu'à 6 ans, et une fois par an. Si l'appareil se révèle insuffisant et ne permet pas le bon développement

de la langue, l'implant cochléaire peut être envisagé.

POUR LES SURDITÉS SÉVÈRES À PROFONDES : UN IMPLANT COCHLÉAIRE

L'implant cochléaire est indiqué dans les cas de surdité sévère à profonde des deux oreilles. « Mais on ne le propose jamais d'emblée et il ne peut être posé avant l'âge de 6 mois, précise le Dr Natalie Loundon, spécialiste de la surdité

infantile. Cela permet aux parents de prendre en main la pathologie de leur enfant, mais aussi de voir les apports et les limites des prothèses auditives. »

Le système est constitué d'une partie interne, implantée chirurgicalement dans la cochlée (organe de l'oreille interne), et d'une partie externe mobile (contour d'oreille ou boîtier). L'intervention dure 90 minutes et nécessite 2 à 4 jours

d'hospitalisation. La pose s'effectue en général d'un seul côté.

« La motivation de la famille est essentielle, car une rééducation orthophonique est indispensable, souligne le Dr Sandrine Martin, spécialiste en génétique de la surdité.

On n'entend pas comme un entendant. L'enfant doit apprendre à comprendre les sons qu'il reçoit. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Les troubles auditifs augmentent les difficultés d'apprentissage

Les troubles auditifs pourraient être un facteur de risque augmentant les difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Les enfants qui présentent des troubles dans l'apprentissage de la lecture auraient peut-être des problèmes auditifs, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Nuffield Foundation. Les chercheurs de Coventry University académies au Royaume-Uni ont mené une étude avec 195 enfants âgés de 8 à 10 ans, 36 étaient dyslexiques et 29 avaient eu des infections aux oreilles récurrentes. Tous les petits volontaires ont été soumis à des tests pour évaluer leur niveau de lecture et d'écriture et pour identifier leurs

rapport au langage parlé. Les scientifiques ont observé que 9 des 36 enfants dyslexiques avaient une certaine forme de perte auditive non traitée et qu'un tiers des petits écoliers touchés par des infections aux oreilles répétées ont montré des difficultés à lire et à écrire.

Les enfants qui ont subi des infections d'oreille répétées qui se sont associées à des problèmes d'audition ont un accès fluctuant aux différents phonèmes précisément à l'âge où ces informations sont cruciales pour commencer à apprendre à lire', a déclaré Helen Breadmore, auteure de l'étude. Cette étude a aussi permis de mettre en avant que la dyslexie et les infections auditives impactaient différemment l'apprentissage des enfants. En effet, les petits dyslexiques avaient des

difficultés à manipuler des phonèmes (phonologie) et apprendre la grammaire. Les enfants atteints des infections répétées avaient majoritairement un embarras à percevoir le langage parlé.

Comme la perte auditive peut nuire à l'apprentissage, « le test PEA, 'potentiels évoqués auditifs', réalisé en maternité ou en service de néonatalogie pour dépister un problème auditif chez le nouveau-né dans les jours qui suivent la naissance, ne suffit pas. La surdité peut arriver à n'importe quel âge. Si un parent, un proche ou un professeur a des doutes, mieux vaut faire un test d'audition à l'enfant à n'importe quel âge », concluent les auteurs de l'étude.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

des troubles auditifs pourraient être un facteur de risque augmentant les difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Les enfants qui présentent des troubles dans l'apprentissage de la lecture auraient peut-être des problèmes auditifs, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Nuffield Foundation. Les chercheurs de Coventry University académies au Royaume-Uni ont mené une étude avec 195 enfants âgés de 8 à 10 ans, 36 étaient dyslexiques et 29 avaient eu des infections aux oreilles récurrentes. Tous les petits volontaires ont été soumis à des tests pour évaluer leur niveau de lecture et d'écriture et pour identifier leurs

rapport au langage parlé. Les scientifiques ont observé que 9 des 36 enfants dyslexiques avaient une certaine forme de perte auditive non traitée et qu'un tiers des petits écoliers touchés par des infections aux oreilles répétées ont montré des difficultés à lire et à écrire.

Les enfants qui ont subi des infections d'oreille répétées qui se sont associées à des problèmes d'audition ont un accès fluctuant aux différents phonèmes précisément à l'âge où ces informations sont cruciales pour commencer à apprendre à lire', a déclaré Helen Breadmore, auteure de l'étude. Cette étude a aussi permis de mettre en avant que la dyslexie et les infections auditives impactaient différemment l'apprentissage des enfants. En effet, les petits dyslexiques avaient des

difficultés à manipuler des phonèmes (phonologie) et apprendre la grammaire. Les enfants atteints des infections répétées avaient majoritairement un embarras à percevoir le langage parlé.

Comme la perte auditive peut nuire à l'apprentissage, « le test PEA, 'potentiels évoqués auditifs', réalisé en maternité ou en service de néonatalogie pour dépister un problème auditif chez le nouveau-né dans les jours qui suivent la naissance, ne suffit pas. La surdité peut arriver à n'importe quel âge. Si un parent, un proche ou un professeur a des doutes, mieux vaut faire un test d'audition à l'enfant à n'importe quel âge », concluent les auteurs de l'étude.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Un enfant sourd ne peut pas apprendre à parler sans une aide auditive. L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

CEDEAO

Les dirigeants ouest-africains se réunissent en sommet à Abuja

Les dirigeants ouest-africains se penchaient à nouveau, lors d'un sommet qui s'est ouvert dimanche à Abuja (Nigeria), sur les transitions en cours au Niger, au Burkina Faso, au Mali et en Guinée, ont rapporté des médias.

Parmi les sujets à l'ordre du jour du 64e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), figurent les transitions en cours au Mali, au Burkina Faso et en Guinée - les trois pays membres suspendus de l'organe -, mais aussi au Niger, ainsi que le volet économique. Le président de la Commission de la CEDEAO, le Gambien Omar Aliou Touray, a donné le ton des futures discussions lors de la rencontre mi-

nistérielle entre les membres, mercredi, en amont du sommet annuel de l'organisation ouest-africaine. Selon lui, l'Afrique de l'Ouest est confrontée à de multiples défis de "sécurité et de gouvernance" liés au "terrorisme", aux "conflits intercommunautaires et armés", à "la criminalité organisée transnationale" et aux "situations humanitaires désastreuses". En août, les membres de la CEDEAO s'étaient réunis de manière exceptionnelle après le changement

non constitutionnel au Niger qui a conduit à la chute du président élu Mohamed Bazoum, le 26 juillet. La CEDEAO avait imposé des sanctions économiques et financières au Niger. "Ces sanctions rendent la distribution humanitaire pratiquement impossible : plusieurs milliers de camions sont bloqués aux frontières du pays, alors que 4,3 millions de personnes ont un besoin urgent d'assistance", selon les organisations humanitaires.

MALI

La Mission onusienne met fin à sa présence dans les régions centrales du pays

La mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a mis fin à sa présence dans les régions centrales du pays, a indiqué samedi l'organisation internationale. "La MINUSMA a procédé vendredi à la fermeture de son camp à Sévaré, dans la région de Mopti, marquant ainsi la fin de sa présence

dans les régions centrales du Mali", a précisé le porte-parole de l'ONU dans une note. Cette fermeture, qui intervient après la clôture des bases d'Ogossagou et de Douentza, également dans le centre du Mali, s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du processus de retrait de la Mission, a-t-il précisé, notant que les derniers personnels de la Mission, tant ci-

vils que militaires, encore présents sur place ont quitté le camp de Sévaré samedi après-midi. Le porte-parole a ajouté que des documents portant sur l'état du camp ont été signés par le gouverneur de la région de Mopti et le chef par intérim du bureau régional de la MINUSMA. Conformément à la résolution 2690 du Conseil de sécurité, la Mission a mis en

œuvre, depuis le 1er juillet dernier, un plan visant à effectuer un retrait sûr et ordonné d'ici au 31 décembre 2023 en étroite consultation avec le gouvernement de transition malien et en coordination avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, suivi d'un processus de liquidation à partir du 1er janvier 2024.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'Ouganda entame le retrait de 1.000 soldats de la mission régionale de maintien de la paix en RDC

L'armée ougandaise a commencé le retrait de 1.000 soldats déployés dans le cadre d'une mission régionale de maintien de la paix dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Dans un communiqué publié vendredi, les Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) ont indiqué que ce retrait faisait suite à la décision de Kinshasa de ne pas prolonger le mandat de la Force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACRF) au-delà du 8 décembre. Le retrait des forces opérationnelles et de l'équipement de manière "progressive, ordonnée et séquentielle" se

terminera le 7 janvier 2024, selon le communiqué. "Les UPDF veilleront à accélérer le retrait de leurs forces et de leurs équipements dans les délais" approuvés lors de la réunion extraordinaire des chefs des forces de défense de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) qui s'est tenue le 6 décembre, a déclaré le capitaine Ahmad Hassan Kato, porte-parole du contingent des UPDF.

Cette réunion extraordinaire tenue à Arusha, en Tanzanie, a confirmé la décision de la RDC et recommandé aux ministres de la Défense de l'EAC que la force régionale cesse officiellement ses opérations

dans ce vaste pays d'Afrique de l'Est, avec effet immédiat à partir du 8 décembre. "Le contingent ougandais exhorte tous les groupes armés (dans l'est de la RDC) à faciliter le retrait des troupes des UPDF en observant un cessez-le-feu total afin de permettre aux forces de quitter la zone de mission en toute sécurité", a déclaré le capitaine Kato.

D'autres soldats ougandais déployés dans l'est de la RDC dans le cadre d'une opération militaire conjointe avec leurs homologues congolais poursuivront la chasse aux rebelles des Forces démocratiques alliées, selon les UPDF.

CAMEROUN

Maurice Kamto réélu à la tête de l'un des principaux partis d'opposition

Maurice Kamto a été réélu dimanche à Yaoundé président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), a indiqué le parti qui est l'un des principaux mouvements d'opposition au Cameroun. Maurice Kamto, 69 ans, n'affrontait aucune autre liste concurrente et l'em-

porte logiquement avec plus de 99% des suffrages, un score qui le désigne comme candidat naturel pour l'élection présidentielle qui aura lieu en 2025. Dans son discours, il a annoncé la création d'une coalition, l'Alliance politique pour le changement (APC) qui "travaillera avec les

compatriotes de tous les horizons, y compris des militants ou sympathisants du régime en place pour un Cameroun apaisé". Le MRC est bien décidé à tourner la page des contestations de la dernière élection présidentielle, renonçant ainsi à les voir aboutir et "prendra part à toutes les élections à

venir, notamment les élections législatives et municipales ainsi que la présidentielle en 2025" affirme M. Kamto. Malheureux lors de la dernière échéance en 2018, il avait recueilli 14,23% des suffrages contre 71,28% pour M. Biya qui a entamé son septième mandat.

SOUDAN

Un convoi du CICR attaqué : 2 morts et 7 blessés

Un convoi humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge a été la cible d'une attaque meurtrière dimanche à Khartoum, qui a fait deux morts et sept blessés, a annoncé le CICR se disant "dévasté". Le convoi, composé de trois véhicules et de trois bus du CICR, tous marqués de la Croix-Rouge, devait évacuer plus de 100 civils de la capitale soudanaise vers Wad Madani lorsqu'il a été attaqué, a indiqué l'organisation dans un communiqué. L'attaque a eu lieu dans le quartier d'Al-Shajara. Les sept blessés, dont trois employés du CICR, ont été transportés à l'hôpital. "Cet attentat est inacceptable et nous sommes dévastés", a déclaré Pierre Dorbes, chef de la délégation du CICR au Soudan. "Notre mission aujourd'hui était de mettre ces civils en sécurité. Au lieu de cela, des vies ont été tragiquement perdues. Je suis de tout cœur avec les proches des personnes tuées, et nous espérons désespérément que les blessés se rétabliront complètement". Le CICR a indiqué que l'opération avait été demandée par les parties au conflit et coordonnée avec elles, qui ont donné leur accord et fourni les garanties de sécurité nécessaires.

Le CICR, dont le siège est à Genève, a déclaré que l'opération de dimanche avait pour but d'évacuer les civils - notamment les malades, les enfants, les orphelins et les personnes âgées - d'une zone où les combats sont intenses. "En tant qu'intermédiaire neutre, le CICR est prêt à poursuivre ces évacuations au Soudan, à condition que les parties au conflit respectent les emblèmes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui ne doivent jamais être pris pour cible", a déclaré le CICR.

Khartoum déclare 15 diplomates émiratis "persona non grata"

Le Soudan a déclaré "persona non grata" 15 membres du personnel de l'ambassade des Emirats arabes unis, leur ordonnant de quitter le pays dans les 48 heures, a rapporté dimanche l'agence de presse soudanaise SUNA.

L'agence de presse a indiqué que le ministre soudanais des Affaires étrangères avait convoqué la chargée d'affaires par intérim de l'ambassade des Emirats au Soudan, Badriya Al-Shehhi et l'a informée de la décision du gouvernement soudanais de déclarer "persona non grata" 15 diplomates travaillant à l'ambassade.

Le ministre leur a donné 48 heures pour quitter le Soudan et demandé à Mme Al-Shehhi de transmettre cette décision à son gouvernement, selon SUNA qui ne donne pas plus de détails sur le sujet.

SOMALIE

L'ONU s'engage à aider la Somalie à promouvoir les droits de l'Homme

Les Nations unies ont réaffirmé dimanche leur soutien résolu à la Somalie dans la pleine réalisation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour la Somalie, Catriona Laing, a déclaré que la Somalie se trouvait à un stade crucial de son développement, axé sur la réalisation de sa vision d'une Somalie inclusive, pacifique et stable, fermement basée sur les droits de l'Homme. "Les principes et les valeurs de la Déclaration universelle des droits de l'Homme sont aussi pertinents aujourd'hui qu'ils l'étaient lorsque le document a été rédigé pour la première fois", a-t-elle souligné dans un communiqué, à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme et du 75e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La Journée des droits de l'Homme est célébrée par la communauté internationale chaque année le 10 décembre. Elle commémore le jour où, en 1948, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

CÔTE D'IVOIRE

Un taux de croissance de 7% attendu en 2023

Le taux de croissance économique devrait atteindre 7% en Côte d'Ivoire pour l'année 2023, a annoncé le gouvernement ivoirien. "D'un niveau de 7,4% et 6,7% respectivement en 2021 et 2022, la croissance économique nationale devrait ressortir à 7,0% en 2023", a-t-il précisé à l'issue du conseil des ministres hebdomadaire. Ce taux traduit le "dynamisme" de l'économie ivoirienne qui devrait continuer de se "consolider" avec

le nouveau programme économique et financier conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) et la poursuite de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) couvrant la période 2021-2025, a affirmé le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly. La Côte d'Ivoire et le FMI ont conclu un accord pour un nouveau programme sur la période 2023-2026 d'un montant de 3,5 milliards de

dollars en vue de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette et faire progresser le programme de transformation économique dans le cadre du PND estimé à 59.000 milliards de francs CFA (près de 100 milliards de dollars).

L'inflation, qui a atteint des niveaux de 4,2% et 5,2% respectivement en 2021 et 2022, devrait être ramenée à 4,8% en 2023, a ajouté le porte-parole du gouvernement.

M. Coulibaly a, en outre, cité l'évolution moins favorable des conditions financières sur le marché des capitaux dans la sous-région ouest-africaine ayant conduit à une réduction du niveau des ressources mobilisables sur les marchés monétaire et financier. Selon lui, ce repli et d'autres facteurs tels que le déficit budgétaire projeté à 5,2% du PIB en 2023, contre 4,8% initialement attendu, ont nécessité la révision du bud-

get 2023 de l'Etat qui s'établit à 12.508,7 milliards de FCFA (20,9 milliards de dollars) contre 11.694,4 milliards de FCFA (19,5 milliards de dollars) initialement prévus. Pour l'année 2024, le Parlement a voté un budget de l'Etat en hausse de 17% par rapport à l'année précédente qui s'établit en recettes et en dépenses à 13.720,7 milliards de FCFA (23 milliards de dollars).

PALESTINE

Agression sioniste: près de 18.000 martyrs et plus de 51.000 blessés à Ghaza et en Cisjordanie occupée

Près de 18.000 Palestiniens sont tombés en martyrs et plus de 51.000 ont été blessés, dont la majorité sont des enfants, des personnes âgées et des femmes, depuis le début de l'agression sioniste contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée, a indiqué dimanche l'agence de presse palestinienne Wafa citant le ministère de la Santé.

"Au moins 17.700 citoyens sont tombés en martyrs dans la bande de Ghaza et plus de 48.000 ont été blessés, dont 70 % sont des enfants et des femmes, tandis que le nombre de martyrs en Cisjordanie s'élève à 275 martyrs (en plus de) 3.300 blessés", précise le ministère palestinien de la santé dans son rapport quotidien, relevant que des milliers de Palestiniens sont toujours portés disparus à Ghaza. Le ministère a en outre souligné qu'environ 1,9 million de personnes à Ghaza, soit environ 85 % de la population, sont déplacées à l'intérieur du pays, dont environ 1,2 million sont enregistrées dans 151 installations de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA).

La même source a ajouté que "plusieurs marches et sit-in seront organisés durant la journée de lundi à travers le pays", notant que "cette action s'inscrit dans le cadre d'un appel international à des marches à travers plusieurs capitales dans le monde pour exiger la fin de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza".

Près de 18.000 Palestiniens sont tombés en martyrs et environ 51.000 blessés ont été enregistrés depuis le début de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, le 7 octobre dernier, selon les autorités palestiniennes.

"La ville de Ghaza est sur le point d'être complètement détruite par les bombardements incessants de l'aviation sioniste", affirme-t-on.

Cessez-le-feu à Ghaza : les gouvernorats palestiniens en grève générale

Les gouvernorats de l'Etat palestinien sont entrés, lundi, en grève générale "pour dénoncer l'acharnement de l'entité sioniste contre les civils dans la bande de Ghaza et réclamer un cessez-le-feu immédiat".

Selon l'agence de presse palestinienne Wafa, "la grève a paralysé

tous les secteurs d'activité, dont les universités, les banques, les usines, les magasins, ainsi que les transports publics.

La même source a ajouté que "plusieurs marches et sit-in seront organisés durant la journée de lundi à travers le pays", notant que "cette action s'inscrit dans le

cadre d'un appel international à des marches à travers plusieurs capitales dans le monde pour exiger la fin de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza".

Près de 18.000 Palestiniens sont tombés en martyrs et environ 51.000 blessés ont été enregistrés depuis le début de

l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, le 7 octobre dernier, selon les autorités palestiniennes.

"La ville de Ghaza est sur le point d'être complètement détruite par les bombardements incessants de l'aviation sioniste", affirme-t-on.

COP28

Les promesses de réduction des émissions sont très insuffisantes pour atteindre les objectifs (AIE)

Les nouvelles promesses de réduction des émissions annoncées lors de la 28 Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28) sont largement insuffisantes pour atteindre les objectifs en la matière, selon un rapport publié dimanche par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

À la COP28 qui se tient actuellement à Dubaï, aux Emirats arabes unis, les pays et les entreprises se

sont engagés à développer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, ainsi qu'à réduire les émissions de méthane, peut-on lire dans le rapport. Bien que les promesses répondent à trois des cinq domaines d'action cruciaux mis en avant par l'agence, concrétiser l'ensemble de ces engagements ne serait pas du tout suffisant pour engager le monde sur une voie qui lui permette de réaliser les objectifs climatiques internationaux, a précisé l'AIE. La

tenu de ces promesses dans leur intégralité d'ici à 2030 pourrait aboutir à une diminution des émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à l'énergie s'élevant à 4 gigatonnes d'équi valent CO₂, d'après l'agence.

Cela ne représente qu'environ 30 % du volume des émissions qui doivent disparaître pour amener le monde sur une voie compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C, a noté l'AIE.

DANEMARK

Le Parlement arabe salue l'adoption d'une loi au Danemark criminalisant l'autodafé du Coran

Le Parlement arabe a salué, dimanche, l'approbation par le Parlement danois d'un projet de loi criminalisant l'autodafé du Coran, appelant le reste des pays occidentaux à suivre cette démarche.

C'est ce qui ressort d'une déclaration du président du Parlement arabe, Adel bin Abdul Rahman Al-Assoumi, publiée sur le site internet du Parlement. Al-Assoumi a déclaré que cette décision est "un pas sur la bonne voie pour

respecter les religions et prévenir la récurrence de crimes qui menacent la sécurité et la stabilité internationales en raison de la multiplication des incidents d'autodafé du Saint Coran".

Le président du Parlement arabe a souligné "la nécessité de promulguer une telle loi dans tous les pays occidentaux pour confirmer leur respect des religions et empêcher la répétition des crimes consistant à brûler le Saint Coran ou à lui porter atteinte sans

sanction dissuasive".

Jeudi dernier, le Parlement danois a adopté une loi criminalisant les "traitements inappropriés" de textes ayant une signification religieuse importante, interdisant de facto les autodafés du Coran.

Le vote a été soutenu par 94 députés et rejeté par 77 sur un total de 179. En vertu de la nouvelle loi, brûler le Saint Coran et les livres saints, les agresser et tout comportement inapproprié ciblant les valeurs

religieuses, seront interdits dans le pays, et les contrevenants à la loi seront condamnés à une amende ou à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans.

La loi nécessite la signature de la reine Margrethe II du Danemark pour entrer en vigueur. Le Danemark et la Suède ont récemment connu des incidents répétés de profanation du Coran. Cela a suscité une colère généralisée dans le monde musulman.

INDE

La Cour suprême confirme le retrait de l'autonomie du Cachemire

La Cour suprême de l'Inde a avalisé lundi la décision du gouvernement du Premier ministre, Narendra Modi, de mettre fin au statut semi-autonome du Cachemire, foyer d'une insurrection depuis des décennies. La décision de 2019, qui permettait à New Delhi d'administrer directement cette région Jammu-et-Cachemire à majorité musulmane, a représenté "un aboutissement du processus d'intégration et, en tant que tel, un exercice valide du pouvoir", a déclaré la plus haute juridiction du pays dans son verdict. Le Premier ministre indien Narendra Modi a immédiatement salué cette décision qu'il a qualifiée d'"historique". C'est "une lueur d'espoir, la promesse d'un avenir meilleur et un témoignage de notre détermination collective à construire une Inde plus forte et plus unie", a affirmé le dirigeant nationaliste hindou sur X (ex-Twitter). La Cour suprême de l'Inde a en outre ordonné, lundi, la tenue d'élections dans le Jammu-et-Cachemire l'an prochain, estimant que celui-ci devait être mis sur un pied d'égalité avec les autres Etats indiens "au plus tôt et dès que possible", avec un scrutin à organiser d'ici le 30 septembre 2024.

ARGENTINE

Investi président, Milei promet au pays un "choc" d'austérité

L'ultralibéral Javier Milei est devenu dimanche président de l'Argentine, annonçant un inévitable "choc" d'austérité, et aversant d'emblée que la situation économique dans le pays allait "empirer" à court terme. "Il n'y pas d'alternative à un ajustement, il n'y pas d'alternative à un choc" budgétaire, car "il n'y pas d'argent!", a lancé M. Milei à une foule de plusieurs milliers partisans, réunis devant le Parlement, où il venait de prêter serment. "Nous savons que la situation va empirer à court terme. Mais après nous verrons les fruits de nos efforts", a-t-il ajouté dans un discours offensif, promettant de "prendre toutes les décisions nécessaires pour régler le problème causé par 100 ans de gaspillage de la classe politique", "le pire héritage" jamais reçu par un gouvernement. À la mi-journée, Javier Gerardo Milei, 53 ans, est devenu le douzième président de l'Argentine depuis le retour de la démocratie il y a 40 ans, jurant devant les parlementaires d'honorer "avec loyauté et patriotisme" la charge de président, puis revêtant l'écharpe présidentielle ciel et blanc. Milei, un économiste connu u depuis des années comme polémiste prisé des plateaux TV, a renversé la politique argentine en deux ans à peine. Elu député en 2021, il a balayé les blocs péroniste (centre-gauche) et de droite, qui alternaient au pouvoir depuis 20 ans.

AUSTRALIE

Le gouvernement dévoile un plan de réduction de l'immigration

L'Australie a dévoilé lundi un plan de réduction du nombre de migrants arrivant dans le pays. Le gouvernement travailliste de centre gauche a annoncé une série de mesures, notamment des exigences plus strictes en matière de maîtrise de l'anglais, visant à rendre plus difficile l'entrée dans le pays, des étudiants étrangers aux personnes peu qualifiées. Environ un demi-million de migrants temporaires sont entrés en Australie l'an dernier, soit une augmentation substantielle après des années de fermeture des frontières. Le gouvernement estime que ses réformes, ainsi que les tendances à court terme, permettront de diviser par deux ce nombre de migrants en 2024-2025. "Nous allons faire en sorte de reprendre le contrôle de ces chiffres", a déclaré la ministre de l'Intérieur, Clare O'Neil, en esquissant certaines parties d'une stratégie de 100 pages. Malgré des taux d'emploi quasi-record, les Australiens sont de plus en plus frustrés par la flambée des prix et du marché immobilier.

Le Grattan Institute, un groupe de réflexion, fait partie de ceux qui ont établi un lien entre les niveaux élevés d'immigration et la hausse des coûts de la location.

ELECTIONS LOCALES À HONG KONG

Taux de participation de 27,54%

Le taux de participation dimanche aux élections locales à Hong Kong s'est élevé à 27,54%, soit le plus faible jamais enregistré, selon des chiffres officiels publiés lundi. Ce scrutin était destiné à désigner les conseillers des 18 districts de la ville. Seuls 1,2 million d'électeurs sur les 4,3 millions d'inscrits se sont rendus aux urnes, indique le site internet officiel du gouvernement.

CHINE

La plus grande centrale éolienne terrestre de Chine commence à produire à pleine capacité

Une centrale éolienne capable de produire plus de 10 milliards de kWh par an a été mise en service à pleine capacité et reliée au réseau dans le nord dimanche, constituant la plus grande base éolienne terrestre actuellement en service en Chine, rapporte l'agence Chine nouvelle. Projet de la China General Nuclear Power Corporation (CGN), la centrale éolienne construite dans la Ligue de Hinggan, en Mongolie

intérieure, fait partie du premier lot de centrales éoliennes et solaires de grande taille prévues pour les régions désertiques de Chine. L'électricité produite par la centrale est respectueuse de l'environnement et équivaut à réduire la consommation de charbon standard d'environ 2,96 millions de tonnes et à empêcher le rejet d'environ 8,02 millions de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone, selon l'entreprise dont

le siège se trouve dans la ville de Shenzhen, dans la province méridionale du Guangdong. "Avec cette base éolienne, la capacité installée des infrastructures de production d'énergie nouvelle de la CGN en exploitation en Chine devrait atteindre 45 millions de kW d'ici la fin de l'année", a déclaré Zhang Zhiwu, président du conseil d'administration de la CGN New Energy Holdings.

SKIKDA

10 courts métrages aux 2^{èmes} Journées nationales du cinéma étudiant

La deuxième édition des Journées nationales du cinéma étudiant s'est ouverte dimanche à l'Université 20 août 1955 de Skikda avec la participation de 10 courts métrages réalisés par des étudiants universitaires.

Placée sous le thème "cinéma de l'université", la manifestation de trois jours verra la projection de courts métrages de 2 à 20 minutes de durée réalisés par des étudiants des universités de Constantine, d'Annaba, de Saïda, d'Oum El Bouaghi, de Tizi ouzou, de Mostaganem et de Skikda, a indiqué Adel Ramram, président de l'Association "Etoiles de jeunes" co-organisatrice de ces Journées nationales avec la direction de la Culture et des Arts, et l'Université de Skikda. L'objectif des Journées est de favoriser les échanges d'expériences et connaissances entre étudiants dans le domaine de la production cinématographique, de développer le cinéma universitaire et de contribuer au soutien de la production culturelle, a ajouté la même source.

La manifestation donnera lieu à la tenue de quatre ateliers sur la création d'une entreprise médiatique, sur la critique cinématographique, sur les



techniques du maquillage au cinéma et aux médias audiovisuels auxquels participeront près de 200 étudiants.

Un jury d'universitaires et de cadres de la direction de la Culture et des Arts assurera l'évaluation de courts métrages en lice conformément à plusieurs critères dont celui du contenu et de la mise en scène, a précisé Souhila

Chaoui, enseignante universitaire d'audiovisuel et membre du jury.

Le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel participe à la manifestation avec la projection de deux films "Héliopolis" de Djaafar Gacem et "Les vacances de l'inspecteur Tahar" de Moussa Haddad dans les cités universitaires d'El-Hadaïk 5 et d'El Hadaïk 6.

FESTIVAL DU THÉÂTRE PROFESSIONNEL DE SIDI BEL ABBES

Poursuite des représentations en présence d'un public passionné

Les représentations théâtrales en compétition dans le cadre du 13^e Festival local du théâtre professionnel organisé à Sidi Bel Abbès se poursuivent avec la présence distinguée d'amateurs passionnés du 4^e Art venus en grand nombre à la salle de spectacle du Théâtre régional de la ville durant quatre jours.

Cette manifestation, qui a lieu depuis jeudi dernier, a permis la présentation de deux pièces théâtrales par jour, entre séance matinale et celle du soir, en présence d'un public jeune et des familles venus suivre les œuvres programmées, lors de cette manifestation, devenue une tradition dans la capitale de la Mekerra.

Parmi les spectacles présentés, figurent les pièces "Dar Rabi", écrite par Ould Abderrahmane Kaki et mise en scène par Mouffok Mohamed El Amine de l'Association culturelle "Moristaga" pour les arts dramatiques, théâtraux et cinématographiques de Mostaganem, "Douar El Amiane", écrite et mise en scène par Yahiaoui Mohamed Mustapha, d'après le roman "Country of the Blind" de George Herbert Wells par l'Association culturelle "Theatro Ch abab" de Tiaret, "Rissalel Marid" (message d'un malade), scénario et mise en scène d'Abdeslam Mohamed de l'association Rayonnement d'art dramatique de Khemis Miliana.

La pièce "Plasma", scénario et conception de Saïd Zakaria, a également été présentée par l'Association du Théâtre Mohamed Ben Mohamed de Mostaganem, ainsi que la pièce "Naker Lahssan", scénario et mise en scène de Youssef Taouint, a été présentée par l'Association du Mouvement Théâtral d'El Koléa, en attendant la présentation, dimanche, du spectacle "Afrique 45 60", réalisé par Touil Adel de l'Association culturelle El Moudja de Mostaganem.

Le réalisateur de télévision, critique de théâtre et de cinéma, Ali Aissaoui, a affirmé que ce qui distingue ces représentations théâtrales est le fait qu'elles portent des visions de jeunesse et des énergies créatrices, que ce soit en termes

de jeu d'acteur, de mise en scène ou d'écriture dramatique, ce qui met en exergue la valeur de ce festival culturel dans la découverte de jeunes talents, afin de les encourager à la compétition à un niveau qui est propre au 4^e Art.

La comédienne Souad Sebki a indiqué, pour sa part, que les représentations théâtrales en compétition portent des questions humaines avec des visions créatives distinguées de chaque jeune dans le cadre de l'opération de mise en scène, sa forme artistique et son orientation créative.

L'évaluation des œuvres artistiques en compétition est supervisée par un jury composé d'Azzouz Benomar comme président, Abdelhalim Boucharak comme rapporteur et de Tounes Aït Ali, l'artiste Hadidi Hakim et l'artiste Chikhaoui Hadj Houari comme membres.

Les représentations théâtrales ont été également accompagnées par l'organisation de rencontres intellectuelles et de lectures théâtrales, animées par des artistes, des universitaires et des intellectuels, dont une lecture de la pièce "La voix des femmes" de Kateb Yacine, sous la direction de l'artiste Lakroun Mahfoud de la Troupe des activités culturelles Kateb Yacine.

Parallèlement, des sessions de formation ont été programmées dans le domaine théâtral et des techniques de la dramaturgie, son et lumière, outre des ateliers artistiques dans le 4^e Art, une conférence sur le parcours du festival culturel local du théâtre professionnel, depuis 2007, en plus d'honorer un groupe d'artistes, à l'instar du défunt Ghazib Sid-Ahmed, Abdallah Djellab, Sebki Souad et Ikarouene Abderrahmane.

Le rideau devra tomber, dimanche soir, sur cette manifestation culturelle de quatre jours, organisée sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts avec l'annonce attendue de la représentation théâtrale lauréate parmi les six pièces en compétition pour participer au Festival culturel national du théâtre professionnel à Alger.

CALLIGRAPHIE

L'artiste Kour Noureddine reçoit le premier diplôme (Idjaza) de l'histoire de la calligraphie du Monde arabe

L'artiste Kour Noureddine vient de recevoir le premier diplôme (Idjaza), l'équivalent d'un doctorat, de l'histoire de la calligraphie arabe, a-t-on appris de l'artiste oranais. Cette distinction lui a été décernée pour sa contribution à la promotion et l'enrichissement de cette forme d'expression artistique dans le domaine de l'audiovisuel en Algérie et dans le Monde arabo-musulman, indique-t-on.

Le diplôme lui a été décerné par le doyen des calligraphes égyptiens, Mes-sâd Khodhir El Borsaidi, qui est également le président du Haut comité de la calligraphie arabe dans son pays et, par ailleurs, propriétaire du plus grand

musée de cet art, a déclaré à l'APS Kour Noureddine, qui s'est dit "honori d'être le récipiendaire d'une telle distinction". Le calligraphe algérien, qui a précisé avoir appris les bases de cette forme d'expression artistique de son homologue égyptien, a affirmé que le diplôme qui lui a été décerné est le premier du genre dans le Monde arabe, se disant "fier d'être le premier algérien à en être l'attributaire".

L'artiste a fait observer que ce genre de diplôme n'est attribué qu'aux artistes spécialisés dans la calligraphie par les maîtres (Cheikhs) de cet art, considéré, souligne-t-on, comme une marque distinctive de la culture et du

patrimoine artistico-culturel du Monde arabo-musulman. Cette distinction a eu lieu lors de la participation de l'artiste algérien, en qualité d'invité d'honneur, à la 8^e édition du Congrès international de calligraphie qui s'était déroulé dans la capitale égyptienne, Le Caire, souligne-t-on. Kour Noureddine avait participé à cette manifestation en proposant 5 œuvres, ce qui lui avait valu la reconnaissance de ses pairs, qui avaient apprécié la qualité de son travail et sa contribution dans le développement de l'école algérienne et arabe de calligraphie, ainsi que ses efforts dans la promotion de cet art via les réseaux sociaux.

BANDE DESSINÉE

Une couverture originale d'Asterix ne trouve pas preneur aux enchères à Bruxelles

Une couverture originale de l'album de bande dessinée "Asterix et Cléopâtre" de 1963 a été mise aux enchères dimanche à Bruxelles mais n'a pas trouvé preneur après une contestation judiciaire de la part de la fille du dessinateur Albert Uderzo.

Mesurant 32 centimètres sur 17, cette œuvre était susceptible d'être vendue entre 400.000 et 500.000 euros, mais aucune offre n'a été faite à la mise à prix et elle n'a finalement pas été vendue. Le directeur général de la maison Millon Arnaud de Partz a déclaré que les acheteurs avaient peut-être été découragés par la plainte de la fille du dessinateur français Albert Uderzo, mort en 2020.

Sylvie Uderzo a fait valoir que si son père avait donné le tableau, il l'aurait signé et dédié, et donc que ce tableau a dû être volé. Millon insiste sur le fait qu'elle vend l'œuvre au nom du fils d'un homme qui l'a reçue il y a plus de 50 ans d'Uderzo, le co-créateur de la série Astérix.

Sylvie Uderzo a déposé plainte auprès du parquet le 27 novembre. Mais le parquet de Bruxelles a finalement constaté "l'absence d'infraction" et décidé vendredi de classer la plainte, s'elon un mail d'un magistrat du parquet aux avocats.

CINÉMA

Le nouveau film d'animation de Miyazaki en tête du box-office nord-américain

"Le Garçon et le Héron", le nouveau film du maître de l'animation japonaise Hayao Miyazaki, artisan entre autres des célèbres "Princesse Mononoké" et "Le Voyage de Chihiro", a pris la tête du box-office nord-américain ce week-end, selon les estimations dimanche du cabinet Exhibitor Relations.

Avec 12,8 millions de dollars de recette, le film fantastique réalise "les meilleurs chiffres pour un film du studio Ghibli" lors d'un premier week-end d'exploitation, souligne Exhibitor Relations.

Dans un autre univers, "Hunger Games: la ballade du serpent et de l'oiseau chanteur" poursuit sa course sur le podium pour le quatrième week-end consécutif. Le préquel de la saga dystopique du même nom tirée de la série romanesque de Suzanne Collins, qui raconte la jeunesse de "Coriolanus Snow", futur dictateur de la saga, a récolté 9,4 millions de dollars entre vendredi et dimanche.

"Godzilla Minus One", du Japonais Takashi Yamazaki produit par les studios Toho, arrive en troisième position pour le deuxième week-end d'affilée, avec 8,3 millions de dollars, suivis des "Trolls 3" (6,2 millions), et du dernier film des studios Disney, "Wish", qui ferme le top 5 avec 5,3 millions de dollars.

Voici le reste du top 10:

6. "Renaissance: A film by Beyoncé" (5 millions)
7. "Napoléon" (4,2 millions)
8. "Waitress" (3,2 millions)
9. "Animal" (2,3 millions)
10. "The Shift" (2,1 millions).

FACULTÉ DE CHIMIE DE L'USTHB Conférence internationale sur la chimie pharmaceutique

La Faculté de Chimie de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB), a organisé, dimanche, une conférence internationale sur la chimie pharmaceutique avec pour but de promouvoir la production locale de médicaments.

Lors de son intervention, la doyenne de la faculté de Chimie, Pr Siham Hadj-Hamou a souligné que cette rencontre, première du genre, vise à "créer une collaboration entre les chercheurs algériens, promouvoir la production locale des médicaments et de mettre en avant le rôle crucial des laboratoires pharmaceutiques dans l'apport de valeur ajoutée en terme de qualité et de sécurité".

Cette conférence de deux jours a également pour objectif de "partager les résultats de la recherche appliquée dans le domaine de la chimie pharmaceutique et du développement", a ajouté Mme Hadj-Hamou, appelant à "encourager les échanges scientifiques et techniques entre les institutions académiques et les entreprises".



pharmaceutiques". Par ailleurs, le recteur de l'USTHB, Pr Djamal Eddine Akretche, a fait savoir dans une déclaration à la presse, que cette manifestation qui verra l'intervention de conférenciers étrangers via visioconférence, intervient dans "un contexte où

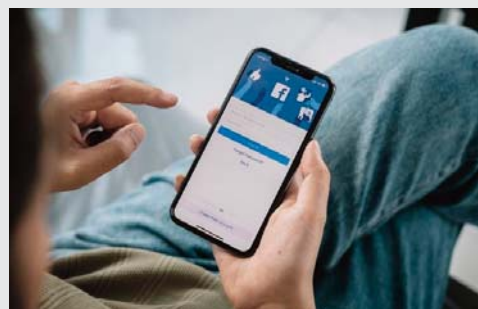
l'industrie pharmaceutique demeure une des priorités des autorités algériennes".

"Il y a un challenge à réaliser et qui est non seulement d'atteindre l'autosuffisance en matière de fabrication des médicaments, mais aussi son exportation notamment vers les

pays africains", a-t-il dit. M. Akretche a en outre, souligné que cette rencontre est également une opportunité pour les laboratoires de l'USTHB pour créer des collaborations avec des laboratoires étrangers et de former les doctorants.

ETATS UNIS

Meta renforce la confidentialité des messages sur Messenger et Facebook



Meta a commencé à chiffrer de bout en bout "toutes les conversations et appels personnels sur Messenger et Facebook" comme sur WhatsApp, pour les rendre plus confidentiels.

Ce type de cryptage va rendre les échanges privés sur la messagerie et la plateforme et "encore plus confidentiels et sécurisés", a fait valoir le géant des réseaux sociaux mercredi dans un communiqué.

"Cela signifie que personne, y compris Meta, ne peut voir ce qui est envoyé ou dit, à moins que vous ne choisissiez de nous signaler un message", a détaillé le groupe américain.

Les utilisateurs de Messenger pouvaient déjà choisir cette option, mais elle est désormais mise en place par défaut, comme sur WhatsApp, la messagerie rachetée par l'entreprise californienne en 2014. La mise à jour contient aussi des fonctionnalités supplémentaires, dont la possibilité de modifier les messages et des images (photos et vidéos) de meilleure qualité.

Ce déploiement annoncé depuis des années intervient alors que différentes autorités s'opposent au cryptage de bout en bout sur les applications de Meta. Elles souhaitent que la justice de leur pays puisse récupérer les e-mails, messages instantanés et photos échangées, essentiels dans le cadre d'enquêtes criminelles.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

JUDO

Le CSA - Ouled El-Bahia signe un contrat de partenariat avec «Tosyali»

Le club sportif amateur (CSA) Ouled El-Bahia a signé un contrat de partenariat avec le groupe "Tosyali", spécialisé dans l'industrie sidérurgique, qui lui permet d'aborder la saison sportive 2023-2024 sous de "meilleurs auspices", a-t-on appris, lundi, auprès de la direction du club oranais.

Il s'agit d'un "énorme acquis" pour cette formation qui a gagné des échelons sur la scène du nationale et internationale en dépit de son jeune âge, mais qui a failli mettre les clés sous le paillason à l'issue de l'exercice passé en raison de ses difficultés financières énormes, a-t-on précisé de même source.

"Ce contrat va sans doute nous motiver pour nous illustrer davantage sur le double plan national et international à même de devenir le meilleur ambassadeur du sport algérien et de notre nouveau parrain", a-t-on souligné.

La direction de cette formation n'a pas omis, au passage, de saluer le "rôle important" joué par le wali d'Oran dans la conclusion de ce contrat, lui rendant hommage pour "son accompagnement au club".

A peine six ans d'existence, le CSA Ouled El-Bahia est devenu le porte-flambeau du judo de la région Ouest, en parvenant à tenir la dragée haute aux concurrents les plus expérimentés de la discipline, non sans s'adjuger des titres dans toutes les catégories. Avec un effectif composé de quatre internationaux seniors (et six en juniors), en tête Driss Messaoud, le seul judoka algérien à avoir remporté une médaille d'or lors des Jeux Méditerranéens à Oran en mai 2022 et qui vient de gagner la médaille de bronze en championnat d'Europe avec le Paris St Germain (France), la formation de Ouled El-Bahia est la détentrice du championnat d'Algérie par équipes.

Il s'agit du premier titre du genre pour ce club, qui a également réussi la même performance en juniors, la sai-



son passée, sachant qu'il compte aussi dans son palmarès plusieurs médailles dans les concours individuels

comptant pour les championnats d'Afrique et arabes, en juniors notamment, rappelle-t-on.

EQUITATION / SAUTS D'OBSTACLE

Le cavalier Ali Boughrab de Blida remporte le Grand Prix deux étoiles à Oran

Le cavalier Ali Boughrab du club équestre "Pégase" de Blida montant "Walid d'hém", a remporté le Grand Prix deux étoiles du concours national de saut d'obstacles, clôturé samedi soir au centre équestre "Etrier Oranais" d'Es Sénia (Oran).

Le cavalier Boughrab et sa monture ont réalisé un parcours sans faute sur des obstacles de 1,35 m devant Mostefaoui Soheib du club hippique de la Mitidja de Blida sur "Artiste des forêts" et Sid-Ali Allali du club hippique de bordj El Kifan enfourchant "Tarik D'hém".

Cette compétition de trois jours, organisée par le club équestre "Etrier Oranais" en collaboration avec la DJS de la wilaya d'Oran, a réuni plus de 150 cavaliers et cavalières de 18 clubs hippique de différentes régions du pays, dans les catégories cadets, juniors et seniors de 1er et 2e degrés.

Quatorze épreuves se sont déroulées, lors de cette manifestation équestre, dont les grands prix cadets, juniors et seniors, offrant un beau spectacle aux mordus du cheval, jugé d'un niveau technique "appréciable", selon les spécialistes présents.

Le public était nombreux à suivre les différentes épreuves, surtout le Grand Prix seniors qui a tenu toutes ses promesses offrant un beau spectacle



aux amateurs des sports équestres. Ce concours national a servi de préparation pour les cavaliers et cavalières présents, en vue du Championnat d'Algérie toutes catégories, prévu du 21 au 23 décembre en cours au niveau de cette même infrastructure, qui dispose de toutes les commodités. Des trophées et des médailles ont été remis aux vainqueurs, lors de la cérémonie de clôture de cette manifestation équestre, en présence des membres de la fédération équestre algérienne et quelques personnalités sportives.

ESCRIME - GRAND PRIX DE FRANCE (SABRE-DAMES)

L'Algérienne Zahra Kahli termine 49e sur un total de 184

La sabreuse algérienne Zahra Kahli a terminé en 49e position, sur un total de 184 participantes au Grand Prix de France d'escrime, disputé samedi et dimanche à Orléans, après sa défaite (15-8) dans le tableau "principal" des 64, contre l'Américaine Tatiana Nazlymov.

Sa compatriote Saoussen Boudiaf, candidate à une qualification olympique, s'est contentée de la 59e place, après sa défaite (15-5) dans le tableau "principal" des 64, contre l'Espagnole Lucia Martin Portugues. Boudiaf avait atteint le tableau des 64 après avoir remporté trois victoires dans la phase de groupes, contre trois défaites, alors que sa compatriote Zahra Kahli avait remporté une victoire de plus (4), contre seulement deux défaites.

Elle avait été précédemment exemptée du tableau des 128 et elle avait dominé la japonaise Risa Takashima (15-14) dans le tableau des 64, d'où son meilleur classement par rapport à Saoussen Boudiaf. Pour sa part, la troisième algérienne engagée dans cette compétition, Naila Benchakour, a vu son aventure s'arrêter plus précocement, puisqu'elle a été éliminée dès la phase de groupes.

SPORT SUBAQUATIQUE

Championnat d'Algérie de tir sur cible subaquatique en apnée vendredi et samedi prochain à Tlemcen



Le championnat d'Algérie de tir sur cible subaquatique en apnée aura lieu, vendredi et samedi prochain au niveau de la piscine semi-olympique de la commune de Marsa Ben M'hidi à Tlemcen, a-t-on appris, dimanche, auprès des organisa-

teurs. Cette compétition, organisée par la ligue de wilaya de Tlemcen de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques en collaboration avec la Fédération de la discipline, verra la participation d'une quarantaine d'athlètes (hommes et

dames) de sept ligues du pays. Le programme de ce challenge national prévoit le déroulement de quatre épreuves, celles du tir de précision, du biathlon, du super biathlon et des relais par équipes, a précisé la même source. La direction de cette compétition sera assurée par Dr Hassaine Daouadji Leila El-Hakima, présidente de la commission nationale technique de tir sur cibles subaquatiques, assistée de dix arbitres de la FASSAS.

Rappelons la belle prestation de la sélection algérienne de tir sur cible qui a remporté trois médailles (1 en or et 2 en bronze), lors de l'Open international de tir sur cible subaquatique, disputé en mai dernier en Normandie (France) en présence d'une centaine de compétiteurs de six nations: Algérie, France, Belgique, Venezuela, Koweït et le Liban.

CYCLISME SUR PISTE 5e place pour l'Algérien Yacine Chalel au Grand Prix de Pologne

L'international algérien, Yacine Chalel, a terminé à la cinquième place de la course élimination comptant pour le Grand Prix de Pologne de cyclisme sur piste (classe 2 UCI), disputée dimanche à Varsovie, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Le pistard international algérien de 27 ans a repris début décembre les entraînements après avoir souffert d'une blessure au mollet gauche, contractée pendant les derniers championnats arabes en Egypte.

"Je suis déçu de ma blessure aux championnats arabes, mais je dois rester calme et me concentrer sur l'objectif majeur, qui est le championnat d'Afrique, prévu en janvier prochain. Je vais donc essayer de récupérer physiquement (notamment pour le mollet), et matériellement (pour remplacer les éléments cassés lors de la chute de vendredi) avant de retourner au travail", avait-il annoncé sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, Chalel a annoncé la fin de son contrat avec la formation française du Giant Dijon Track Team, qui expirera fin décembre courant, mais sans dévoiler sa nouvelle destination.

APS

COMPÉTITIONS AFRICAINES INTERCLUB (3^e JOURNÉE) Carton plein pour l'USMA, le CRB toujours en course

L'USM Alger continue son carton plein en Coupe de la Confédération africaine en s'imposant (1-0) face aux Egyptiens de Modern Future (Gr.A) et se rapproche ainsi de la qualification en quarts de finale, alors que le CR Belouizdad a réalisé une belle opération en tenant en échec les Egyptiens d'Al-Ahly (0-0), pour le compte de la 3^e journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions.

Après une défaite concédée à Kumasi face aux Ghanéens de Medeama SC (2-1), lors de la précédente journée du groupe D, le CR Belouizdad, représentant algérien en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, a réalisé une belle opération, en allant chercher un résultat de parité face à Al-Ahly SC, tenant du trophée, vendredi au stade Bordj Al-Arab. A cet égard, les capes de l'entraîneur brésilien Paqueta ont bien géré la rencontre, notamment en milieu de terrain où "la bataille" était rude entre les deux formations, avec un petit avantage pour les Egyptiens qui ont multiplié les attaques en première période, mais c'était sans compter sur la défense algéroise, bien entourée autour de leur gardien Rais M'bolhi. L'organisation tactique du Chabab a fait échouer toutes les tentatives des Ahlaouis qui voulaient coûte que coûte inscrire ce premier but libérateur, chose qui n'arrive pas en cette première période, au grand dam des milliers de supporters égyptiens présents au stade d'Alexandrie, mais aussi de l'entraîneur Marcel Koller en manque d'idée face à son homologue algérien, le Brésilien Paqueta.

D'ailleurs, le technicien brésilien du Chabab a bien gagné son match-tactique à travers les changements opérés en deuxième période afin de redonner du nouveau souffle à son groupe, en incorporant cinq joueurs: Jallow, Darfalou, Zerrouki, Belkhir et Bouras.

A l'issue de ces résultats, Al-Ahly SC reste leader avec 5 points, à une longueur de ses poursuivants directs: Medeama

SC et le CR Belouizdad, qui comptent 4 points chacun. Les Young Africans ferment la marche avec 2 unités. Lors de la 4^e journée, prévue les 19 et 20 décembre, le CRB recevra Al-Ahly SC, alors que Medeama SC se rendra à Dar Es-Salaam pour défier les Young Africans. Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale

L'USMA défend bien sa couronne et continue son carton plein

En coupe de la Confédération africaine, l'USM Alger a bien profité de cette troisième journée du groupe A, en recevant au temple du 5 juillet, les représentants égyptiens de Modern Future, remportant une courte mais importante victoire (1-0) qui lui permet de mettre un "pied" aux quarts de finale de la compétition. Les "Rouge et Noir" n'ont pas tremblé face aux Egyptiens à travers un schéma tactique beaucoup plus orienté vers l'attaque et un milieu de terrain étoffé autour du trio Benzaza, Meghili et Chita, sans oublier le travail bien accompli par le Botswanaï Tomesang durant toute la partie. Les occasions usmistes se multiplient pour les capes de l'entraîneur espagnol Garido qui voulaient très vite inscrire le premier but, leur permettant de gérer tranquillement la suite de la rencontre, mais en face, il y avait une solide formation égyptienne qui jouait en bloc médium, tout en opérant avec des contre-attaques qui pouvaient faire "mouche" sur la cage du gardien Oussama Benbot.

En deuxième période, les Algérois ont poursuivi leurs efforts

afin de libérer les milliers de supporters présents au temple du 5 juillet, chose faite à la 65^e minute grâce à l'attaquant malien Kanou, profitant d'une passe en profondeur pour inscrire l'unique but de la partie.

Les joueurs de l'entraîneur portugais Ricardo Formosinho ont essayé de porter le danger dans le camp algérois, mais leurs timides tentatives ont fait le bonheur de la défense usmiste qui a préservé le précieux avantage jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre mauricien Ahmad Iltezh Heeralall. Dans l'autre match du groupe A, la formation libyenne d'Al-Hilal Benghazi, dos au mur après deux défaites de rang, s'est rachetée en battant à domicile les Sud-Africains de Supersport United 2-1 (mi-temps: 1-0). Les locaux ont ouvert le score par Moatassim Biallah Al-Taeb (13^e), avant que les visiteurs ne remettent les pendules à l'heure grâce à Ghampani Lungu (59^e).

Les Libyens sont revenus à la charge pour marquer le but de la victoire par Moatassim Bi Allah Al-Taeb, auteur d'un doublé (61^e). A l'issue de cette 3^e journée, l'USMA s'empare du fauteuil de leader avec 9 points et se rapproche des quarts de finale, devant Future FC (6 pts).

Al-Hilal Benghazi suit à la troisième avec 3 points, alors que Supersport United ferme la marche avec 0 point. Lors de la 4^e journée prévue le mercredi 20 décembre, l'USMA se rendra en Egypte pour défier Future FC, alors que Supersport United recevra Al-Hilal Benghazi. Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE (GR.A/ 3^e J) L'USMA bat Future FC (1-0) et se rapproche des quarts de finale

L'USM Alger s'est imposée face aux Egyptiens de Future FC 1-0 (mi-temps: 0-0), dimanche soir au stade olympique du 5-juillet, pour le compte de la 3^e journée (Gr.A) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football.

Comme il fallait s'y attendre, les "Rouge et Noir", tenants du trophée, ont entamé la partie du bon pied, en monopolisant le ballon face à une équipe égyptienne bien regroupée derrière, autour de son gardien Mahmoud Gench. L'USMA n'a pas tardé à se montrer dangereuse. L'attaquant malien Abdoulay Kanou a vu son tir sauvé difficilement par le portier égyptien Mahmoud Gench (3^e). Future FC a réagi ensuite grâce au buteur maison Marouane Mohsen, ce dernier à deux reprises, a failli tromper la vigilance d'Oussama Benbot, d'abord de la tête (21^e), avant de voir son tir passé juste au-dessus de la transversale (22^e). Réveillés par cette alerte, les Algérois ont pris d'assaut la défense adverse, en multipliant les actions offensives, ce qui a fini par créer une panique chez les Egyptiens. Le pressing exercé par les Usmistes a failli faire mouche: la tête du défenseur central Adam Allilet a touché la transversale (35^e), suivie par le tir d'Ismaël Belkacemi, qui a heurté le poteau gauche (44^e).

Kanou libère les siens

Après la pause, l'USMA est revenue avec le leitmotiv: concrétiser sa domination. A force de per-

sévérer, les Algérois sont parvenus à trouver la faille grâce à Kanou (65^e) sur une longue balle d'Allilet. Le buteur malien est sorti sur blessure à la 80^e minute. Les joueurs de l'entraîneur portugais Ricardo Formosinho ont essayé de porter le danger dans le camp algérois, mais leurs timides tentatives ont fait le bonheur de la défense usmiste qui a préservé le précieux avantage jusqu'au sifflet final de l'arbitre mauricien Ahmad Iltezh Heeralall.

Dans l'autre match du groupe A, disputé l'après-midi, la formation libyenne d'Al-Hilal Benghazi, dos au mur après deux défaites de rang, s'est rachetée en battant à domicile les Sud-Africains de Supersport United 2-1 (mi-temps: 1-0). Les locaux ont ouvert le score par Moatassim Biallah Al-Taeb (13^e), avant que les visiteurs ne remettent les pendules à l'heure grâce à Ghampani Lungu (59^e).

Les Libyens sont revenus à la charge pour marquer le but de la victoire par Moatassim Bi Allah Al-Taeb, auteur d'un doublé (61^e). A l'issue de cette 3^e journée, l'USMA s'empare du fauteuil de leader avec 9 points et se rapproche des quarts de finale, devant Future FC (6 pts).

Al-Hilal Benghazi suit à la troisième avec 3 points, alors que Supersport United ferme la marche avec 0 point. Lors de la 4^e journée prévue le mercredi 20 décembre, l'USMA se rendra en Egypte pour défier Future FC, alors que Supersport United recevra Al-Hilal Bengha. Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

COUPE D'ALGÉRIE (4^e TOUR RÉGIONAL CENTRE) Le derby RC Kouba-USM El Harrach à l'affiche

Le derby algérois, entre le RC Kouba et l'USM El Harrach, prévu mardi (14h00) au stade Mabrouki Salem de Rouiba, sera à l'affiche du quatrième Tour Régional Centre de la Coupe d'Algérie de football, marqué également par plusieurs autres duels intéressants, dont le choc Olympique Akbou-JS Bordj Ménael, entre deux autres ténors de la Ligue 2 amateur.

Les deux clubs algérois vont s'affronter pour une place au 5^e tour, avec un léger avantage pour les Koubéens, qui occupent la deuxième place au classement général du championnat de Ligue deux, groupe Centre-Ouest, alors que l'USMH n'est 13^e dans le groupe Centre-Est, avec cinq petits points au compteur.

En revanche, dans l'autre choc entre clubs de Ligue 2, le duel promet d'être plus équilibré, entre deux adversaires qui se valent, comme en témoigne leur classement actuel, puisque l'Olympique Akbou est leader avec 19 points, suivi de la JS Bordj Ménael, dauphin avec 16 unités.

Les deux clubs s'étaient d'ailleurs neutralisés (1-1) lors du duel qui les avait opposés en championnat, pour le compte de la quatrième journée (groupe Centre-Est), ce qui représente une autre preuve de l'égalité des forces entre eux.

Pour sa part, le "petit poucet" de ce tour, le FE Tazmalt, qui évolue en Régionale 2, il sera appelé à défier le NA Hussein Dey, avec comme objectif de créer la surprise, alors que l'IB Khemis El Khechna, ex-leader du groupe Centre-Est, devrait se méfier lors de son déplacement chez l'US Béni Douala, qui possède une équipe, ayant toujours réalisé de bons parcours en coupe d'Algérie.

En plus, l'IBKEK ne semble plus au meilleur de sa forme depuis qu'il a perdu le leadership, ce qui représente une autre raison pour lui de rester prudent et de prendre les choses au sérieux.

Autre duel qui s'annonce équilibré, entre deux adversaires d'égale valeur, le match CRB Bordj El Kiffan - Hydra AC, entre deux clubs de la régionale 1, ce qui rend le pronostic relativement difficile.

De ce tour, 5 clubs arracheront leur billet pour le tour national, soit les 1/32^e de finale. Ils seront complétés par deux autres clubs, qui joueront un tour supplémentaire. Il s'agit des rencontres RC Kouba - USM Harrach et Olympique Akbou - JS Bordj Ménael.

Programme du 4^e tour régional (Mardi, 12 décembre à 14h00):

A Akbou (Guendouza): JSM Béjaia - JS Azazga

A Bouira (Saïd Bourouba): FE Tazmalt - NA Hussein Dey (Ligue 2)

A Baraki: CRB Bordj El Kiffan - Hydra AC

A Tizi Ouzou (1^{er} Novembre): MO Béjaia - JS El Biar

A Rouiba (Mabrouki Salem): RC Kouba (Ligue 2) - USM El Harrach (Ligue 2)

A Réghaia: CRB Tizi Ouzou - E Sour Ghazlane (Ligue 2)

A Lakhdaria: US Béni Doula - IB Khemis El Khechna (Ligue 2)

A Sour El Ghazlane: Olympique Akbou (Ligue 2) - JS Bordj Ménael (Ligue 2)

Dernier tour régional complémentaire (le samedi 16/12/2023): Vainqueur Olympique Akbou - JS Bordj Ménael contre vainqueur RC Kouba - USM El Harrach.

Délocalisation de deux matchs du dernier tour régional (Ligue Saïda)

Deux rencontres comptant pour le dernier tour régional de la coupe d'Algérie de football, relevant de la Ligue régionale de Saïda, ont été délocalisées, a-t-on appris, lundi, auprès de cette instance. Il s'agit des matchs JS Tizi-GC Mascara, et ES Tighenif-IS Tighenif.

Le premier, initialement programmé au stade "Hessain Lekhal" de Tighenif, se jouera finalement au stade "Ouali Mohamed" de Mohammadia, alors que le second aura pour théâtre le stade "Hessain Lekhal" de Tighenif, au lieu de "Meflah Aouad" de Mascara, souligne-t-on.

La délocalisation des deux rencontres intervient "sur demande des autorités locales de la wilaya de Mascara", précise-t-on de même source. Les matchs du dernier tour régional de la Ligue régionale de Saïda auront lieu samedi 16 décembre selon le programme suivant:

Stade (Hessain-Lekhal de Tighenif): ES Tighenif - IS Tighenif

Stade (Ouali Mohamed de Mohammadia): JS Tizi - GC Mascara

Stade (Saïd Amara de Saïda): WS Tissemsilt - JSM Tiaret

Stade communal de Tissemsilt: IS Sougueur - US Bouhenni Tiaret.

AFRIQUE - CAF IMG remporte les droits médias de la CAF dans 85 pays

La Confédération africaine de football (CAF) et IMG, une entreprise mondiale spécialisée dans la distribution médiatique d'événements sportifs et culturels, ont annoncé lundi l'attribution des droits de distributions médias à IMG pour les événements organisés par la CAF, et ceci dans plus de 85 pays entre 2023 et 2025.

Cet accord exclut les territoires de la région MENA et l'Afrique subsaharienne, précise l'instance.

IMG gèrera les contrats de diffusion des deux prochaines éditions de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) : la Coupe d'Afrique des Nations, Côte d'Ivoire 2023 et la Coupe d'Afrique des Nations, Maroc 2025, selon la même source.

En outre, IMG distribuera les droits médiatiques pour la Coupe d'Afrique des Nations Féminine 2024, le Championnat d'Afrique des Nations CHAN, la Ligue des Champions de la CAF pour les hommes et les femmes, la Coupe de la Confédération 2023/24, la Coupe d'Afrique des Nations de Beach Soccer 2024 et la Coupe d'Afrique des Nations de Futsal 2024, entre autres.

Robyn Cox, vice-présidente et directrice générale d'IMG pour l'Afrique, a déclaré à cette occasion : "La Coupe d'Afrique des Nations est le plus grand événement du continent africain et l'une des compétitions de football les plus regardées.

Nous sommes impatients d'étendre notre partenariat avec la CAF afin d'accroître la valeur de ses droits médias, l'audience internationale de la compétition et d'améliorer l'expérience avec les fans." Cet accord renforce le partenariat entre IMG et la CAF, qui a récemment été désignée comme l'agence mondiale de sponsoring de la confédération jusqu'en 2025.

L'agence a conclu un accord avec l'équipementier Puma pour la fourniture du ballon officiel pour les tournois organisés par la CAF.

IMG fournit également des services d'intelligence marketing, d'analyse de données et de conseil pour soutenir la CAF dans le développement de sa nouvelle stratégie de sponsoring, conclut le communiqué.

LIGUE 1 MOBILIS - ES SÉTIF Examen de la possibilité du lancement prochain de la réalisation d'un centre de formation (responsable)

Le président directeur général du groupe Sonelgaz, propriétaire de la société sportive "Black eagles" ES Sétif (Ligue 1 Mobilis de football), Mourad Adjal, a affirmé jeudi à Sétif, qu'un travail est en cours pour examiner la possibilité du lancement prochain de la réalisation d'un centre de formation propre au club. Dans une déclaration à la presse en marge de l'installation de deux détecteurs du gaz monoxyde de carbone au domicile d'un citoyen au centre-ville de Sétif, le PDG de Sonelgaz a affirmé que l'ordre du jour de sa visite dans cette ville comprend également l'examen des voies de lancement de la réalisation d'un centre de formation propre à l'ES Sétif.

M. Adjal a assuré que le groupe Sonelgaz honorerait toutes les promesses faites lors du transfert à son compte de la propriété du club au début de la saison 2023-2024 dont la réalisation d'un centre de formation et la restauration en janvier prochain du vieux bâtiment "hôtel de France" près duquel est tombé Saïl Bouzid, premier chahid des massacres du 8 mai 1945. Il a également fait état de l'octroi d'une enveloppe financière au club amateur pour relancer les autres disciplines sportives.

Concernant la revendication des supporters relative au retour de l'ES Sétif à la compétition continentale, le P-d.g de Sonelgaz a affirmé que le club continuera de jouer pour les titres et que sa formation sera renforcée d'une manière étudiée au cours du mercato d'hiver pour atteindre les objectifs tracés assurant que le club "sera en très bonne santé". A la veille de la 9e journée de Ligue 1, l'ESS partage la 10ème position (10 pts) au classement avec l'US Biskra qu'il recevra samedi au stade 8 mai 1945.

APS

FAF Installation du collège technique national ce mardi au CTN de Sidi Moussa

La Fédération algérienne de football (FAF) procédera, ce mardi 12 décembre, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, à l'installation du Collège technique national, a indiqué lundi l'instance.

Le Collège technique national est un organe consultatif présidé par le Directeur technique national (DTN), Ameer Mansoul.

Il sera composé d'environ une soixante de techniciens travaillant dans différentes structures du football national, tels que les sélectionneurs nationaux, les directeurs de département de la DTN, les Directeurs techniques régionaux (DTR), les Directeurs techniques de wilaya (DTW), et les 16 Directeurs techniques sportifs (DTS) des clubs professionnels, est-il précisé dans le communiqué publié par la FAF sur son site officiel.

Pour rappel, le Collège technique national est mis en forme conformément au Décret exécutif n° 14-330 du 27 novembre 2014 fixant les modalités d'organisation et de fon-



ctionnement des fédérations sportives nationales ainsi que leur statut-type.

La cérémonie d'installation du Collège technique national sera présidée par Walid Sadi, président de la Fédération algérienne de foot-

ball, dans le prolongement de la décision n° 073 signée le 4 décembre 2023 définissant le président et les membres dudit collège, a conclu la même "Nous avons fixé au mardi 12 décembre la tenue du collège tech-

nique national, un rendez-vous au cours duquel il sera question de débattre plusieurs points pertinents liés à la discipline", avait affirmé à l'APS le président de la FAF Walid Sadi, le 30 novembre dernier.

CHAMPIONNAT DE TURQUIE Besiktas écarte cinq joueurs dont Rachid Ghezzal

L'international algérien Rachid Ghezzal fait partie des cinq joueurs étrangers dont quatre africains, écartés par le Besiktas Istanbul en raison de "performances décevantes", a annoncé lundi le club turc de la Süper Lig turque, dans un communiqué.

Outre le meneur de jeu algérien, la liste comprend également le capitaine de la sélection camerounaise Vincent Aboubakar, le défenseur ivoirien Eric Bailly, le milieu du terrain camerounais Jean Onana et Vlentín Rosier.

Ghezzal qui avait rejoint les rangs de la formation turque en août 2021 pour un contrat de trois ans, n'a pas été épargné par les blessures, la dernière en date fin octobre dernier en championnat, après avoir enchaîné plusieurs matchs et commencé à retrouver son niveau.

Il avait depuis perdu sa place de titulaire.

Pour rappel, l'ancien joueur de Leicester City n'est plus convoqué en sélection nationale depuis longtemps.

Une mauvaise nouvelle pour certains de ces joueurs à quelques semaines du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2023 (13 janvier-11 février 2024), à laquelle participeront leurs sélec-



tions nationales. Le nouveau président du club, Hasan Arat, a déclaré lundi à l'AFP être prêt à se séparer de certains de ces joueurs au mercato d'hiver si de "bonnes opportunités" se présentent.

"Notre priorité numéro 1 est de bâtir une meilleure équipe. Nous allons combler les trous dans notre effectif durant la trêve (hivernale)",

a indiqué l'ancien basketteur et homme d'affaires, qui a pris les rênes de Besiktas la semaine passée.

Après 15 journées de championnat, les "Aigles noirs" sont distancés de 14 points par les deux autres grosses équipes stambouliotes, Fenerbahçe et Galatasaray, au coude à coude en tête du classement.

LIGUE 1 MOBILIS (10E JOURNÉE) Le coup d'envoi du match CSC-JSK retardé à 16h45 (LFP)

Le coup d'envoi du match entre le CS Constantine et la JS Kabylie, prévu vendredi pour le compte de la 10e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a été retardé à 16h45 au lieu de 15h15 comme programmé initialement, a annoncé la Ligue de

football professionnel (LFP) dimanche sur son site officiel.

"Le changement d'horaire a été décidé, suite à la demande de l'Etablissement Public de la Télévision Algérienne (EPTV) et l'accord des deux clubs", précise l'instance dirigeante de la compéti-

tion dans un communiqué. Le CSC, 7e au classement en compagnie de l'USM Khenchela avec 13 points chacun, reste sur une victoire à domicile face à l'USMK (2-0), alors que la JS Kabylie (4e, 14 pts), a confirmé vendredi son redressement en battant à Tizi-Ouzou la lan-

terne rouge l'ES Ben Aknoun (1-0). La 10e journée débutera vendredi avec quatre matchs au programme : ESBA-CRB, CSC-JSK, MCEB-USMA, et ASO-PAC, et se poursuivra samedi avec notamment le match du leader le MC Alger à la maison face à l'USMK.

LE CONTRÔLE, PLATINI ENCENSE ZIDANE

Le geste le plus important dans le football ? Le contrôle de balle, indiscutablement. Dans cet exercice, la référence mondiale est française : Zinedine Zidane. Parole de Michel Platini.

"Le contrôle, ça a toujours été la chose fondamentale dans le football. Zinedine a été le joueur parfait dans le contrôle. Ça a toujours été facile pour lui. Tic, tac, tac... Et derrière, il a toujours pu développer son jeu parce qu'il avait une aisance à tous les niveaux, dans tous les contrôles. Il avait cette facilité, et cette capacité à faire son contrôle en ayant déjà regardé le jeu auparavant. Il avait l'habitude, il sentait le ballon", déclare "Platoche" à propos de "Zizou" dans l'excellent reportage réalisé par Téléfoot ce dimanche.

REAL MADRID ENDRICK DEVAIT REJOINDRE CHELSEA

Acheté pour 60 millions d'euros (bonus compris), l'attaquant de Palmeiras Endrick (17 ans) va rejoindre le Real Madrid à sa majorité l'été prochain. Mais initialement, le Brésilien devait prendre la direction de Chelsea, selon les confidences de son père Douglas. "Nous avons reçu une invitation de Chelsea, du propriétaire, et nous sommes allés là-bas pour voir le club et le pays. Nous avons vu Chelsea jouer contre Arsenal et nous avons eu l'occasion de voir l'entraîneur, les installations, Jorginho, César Azpilicueta et Thiago Silva. Ils nous ont tout expliqué. On nous a présenté la personne qui allait nous aider à nous installer. Elle nous a montré la maison dans laquelle nous allions vivre, l'école qu'Endrick allait fréquenter, l'église que nous allions fréquenter. Tout était en ordre pour nous et Chelsea. Cependant, tout a été chamboulé au dernier moment : je ne peux pas dire 100% parce que je n'avais pas encore signé, mais l'accord était fermé. J'avais déjà pensé que je vivrais à Londres avec tout ce froid. Mais un soir, le représentant de mon fils m'a appelé pour me dire que le propriétaire de Chelsea s'était retiré de la transaction parce que le prix qu'il aurait dû payer pour Endrick aurait gonflé le marché. Il s'agissait de 60 millions d'euros au total pour un garçon de 16 ans qui arriverait dans le pays presque deux ans plus tard. Puis le Real Madrid est arrivé", a-t-il raconté dans des propos rapportés par le journaliste Fabrizio Romano.

MILAN RETOUR CONFIRMÉ POUR IBRAHIMOVIC

Zlatan Ibrahimovic, six mois après sa retraite de joueur, réalise son grand retour à l'AC Milan en intégrant l'organigramme du propriétaire du club lombard, RedBird Capital Partners.

"Redbird Capital Partners annonce aujourd'hui la nomination de Zlatan Ibrahimovic en tant que partenaire opérationnel pour son portefeuille d'investissements dans les domaines du sport, des médias et du divertissement. À ce titre, il sera également conseiller principal auprès des propriétaires et de la direction de l'AC Milan", peut-on lire dans un communiqué officiel ce lundi.

BARCELONE XAVI ACCUSE LE COUP, MAIS...

Dimanche, le FC Barcelone a subi la loi de Gérone (2-4) en Liga. Désormais 3e au classement, le club catalan compte 7 points de retard sur le leader, Gérone. En conférence de presse, l'entraîneur des Blaugrana Xavi a donné l'impression d'accuser le coup.

"C'est un coup dur car nous avions l'espoir de revenir quand il y avait 2-1. C'est un Barça en construction. La construction a ceci de particulier. On fait un pas en arrière pour faire deux pas en avant. Nous avons eu un mauvais résultat, mais cela aurait pu être un bon résultat. Nous ne devons hésiter à aucun moment. Ce n'est pas un mauvais match pour le Barça. L'année dernière, nous avons également subi des coups durs, mais nous avons remporté deux titres", a tout de même appelé le technicien espagnol.

CHELSEA POCHETTINO VEUT ENCORE DU RENFORT

Même après avoir dépensé plus d'un milliard d'euros sur les trois derniers marchés, Chelsea demeure un collectif désorganisé, incapable de se classer au-delà de la 12e place en Premier League après 16 journées. Après le revers à Everton (0-2) dimanche, l'entraîneur des Blues Mauricio Pochettino a réclamé des renforts à l'approche du mercato d'hiver.

"Nous devons analyser la réalité. Nous devons parler et essayer de nous améliorer lors du prochain marché des transferts, nous nous occupons de cela. (...) Notre réalité est désormais celle d'une équipe de milieu de tableau et si nous voulons progresser, nous devons nous dépasser. Lorsque la fenêtre de transferts s'ouvrira, nous verrons ce que nous pouvons faire", a lancé le technicien argentin face à la presse.

MAN UTD MARTIAL, L'OPTION SERA DÉCLINÉE

Le clap de fin se rapproche pour l'attaquant Anthony Martial (28 ans, 13 apparitions et 1 but en Premier League cette saison) à Manchester United ! D'après les informations du média The Athletic ce lundi, les dirigeants mancuniens ne vont pas activer l'option présente dans le contrat de l'international français, actuellement lié jusqu'en juin prochain, pour le prolonger automatiquement pour une année supplémentaire.

Déçu par les performances de l'ancien Monégasque cette saison, la direction des Red Devils n'a pas l'intention de le retenir. Ainsi, sans des offres intéressantes lors du mercato d'hiver en janvier, MU se prépare à laisser partir Martial au terme de son bail sans percevoir la moindre contrepartie.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

63^e ANNIVERSAIRE DES MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE 1960 Tebboune : "les manifestations du 11 décembre 1960, une halte de laquelle nous puisons la détermination et le déni de soi sur le pas des Chouhada et des moudjahidine"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche, que la commémoration de l'anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 était une halte de laquelle "nous puisons la détermination et le déni de soi emboitant le pas aux Chouhada et moudjahidine en vue de poursuivre, avec les efforts de tout un chacun, le développement du pays".

"Au moment où nous nous remémorons les images historiques grandioses des manifestations du 11 décembre 1960, nous nous inclinons devant les sacrifices du peuple algérien dans cet halte éternelle de laquelle nous puisons la détermination et le déni de soi emboitant le pas aux Chouhada et moudjahidine en vue de poursuivre, avec les efforts de tout un chacun, le développement du pays", a écrit le Président Tebboune dans un message à la veille de la commémoration du 63^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960. Il a assuré que "ces efforts, nous nous sommes engagés à ce qu'ils ne cessent pas et ne soient pas interrompus par les défis de la résistance au changement, jusqu'à la réalisation des objectifs que nous nous sommes engagés à atteindre et que nous avons érigé en priorités, qu'il s'agisse du nouveau modèle de relance économique, de l'amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat, de la garantie des conditions d'une vie digne, ou de la

préservation de la place et du rôle de l'Algérie au niveau régional et international".

Le président de la République a mis en exergue "les avancées significatives ayant permis à notre pays d'ouvrir de larges perspectives au développement durable, de consacrer l'esprit de citoyenneté et de la vie décente, et de s'ériger en partenaire pivot et fiable jouissant d'une forte estime pour ses contributions sincères et essentielles à l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région et de par le monde". Dans le même contexte, le Président Tebboune a fait observer que la commémoration de cet anniversaire "intervient dans une phase aux défis multiples auxquels notre pays fait face avec une volonté sincère et forte, après le parachèvement du système institutionnel". "Des défis que nous relevons en mobilisant les efforts de l'Etat pour édifier une économie efficiente et compétitive, améliorer la vie sociale et le cadre de vie du citoyen", a-t-il ajouté. Il a rappelé, par la

même occasion, "les haut-faits des militants et des Moudjahidine, mus, avec le déclenchement du 1^{er} Novembre 1954, par leur foi en la victoire sur le colonialisme et sur sa machine de guerre bardée d'armes de destruction qui a excellé dans la politique de la terre brûlée avec ses formes les plus brutales.

"C'est cette même volonté de vivre et de s'émanciper qui ne saurait être enterrée par les bombardements odieux, la destruction abjecte, les plans de déplacement et les scénarios de nettoyage ethnique que l'occupant sioniste n'a eu de cesse de mettre contre nos frères en Palestine occupée. A cela s'ajoutent le génocide, les crimes de guerre qui persistent depuis deux mois dans la bande de Gaza", a affirmé le Président Tebboune.

"L'histoire retiendra sans aucun doute leurs auteurs et les comptera parmi les criminels et les ennemis de la vie et de l'humanité", a conclu le président de la République.

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LES "ACQUIS SOCIAUX À ENJEUX ÉCONOMIQUES" À ALGER Clôture des travaux

Les travaux du Séminaire international sur les "acquis sociaux à enjeux économiques", placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont pris fin lundi au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), par l'adoption d'une série de recommandations visant à renforcer les mécanismes de protection sociale. Les recommandations, formulées à l'issue des interventions de plusieurs ministres arabes et africains des Affaires sociales et de représentants d'organisations onusiennes et régionales, ont mis l'accent sur l'impératif de valoriser et renforcer les acquis sociaux au profit de différentes franges de la société, notamment les enfants, les femmes et les personnes âgées, outre l'intensification des efforts pour concrétiser le programme intersectoriel visant à encourager la participation des femmes à la production nationale. Les participants ont également appelé à promouvoir davantage les produits des femmes rurales et entrepreneures au niveau international, en organisant des expositions avec des pays amis et frères, outre le renforcement du système sanitaire notamment la santé de proximité. Ils ont en outre recommandé de poursuivre la réalisation de projets de logement au profit des différentes catégories sociales, tout en poursuivant le soutien à la politique d'emploi et le renforcement des compétences de formation conformément aux exigences du marché du travail. Il ont souligné, par ailleurs, l'importance de renforcer les efforts de développement du secteur de l'hydraulique pour répondre aux besoins de la population, tout en renforçant les mécanismes de coopération visant à contribuer à sa concrétisation avec tous les acteurs et les instances onusiennes accréditées en Algérie.

ALGÉRIE - ARGENTINE

M. Boughali remet une lettre du président de la République au nouveau président argentin

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a remis, dimanche, une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au nouveau président de la République argentine, M. Javier Milei, dans laquelle il lui exprime la disposition de l'Algérie à poursuivre

la coopération avec l'Argentine dans les différents domaines, indique un communiqué de la Chambre basse du parlement. Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) a remis, lors de sa participation à la cérémonie d'investiture du président élu de la République Argentine à Buenos Aires, une lettre du prési-

dent de la République à son homologue argentin, dans laquelle il le félicite pour la confiance placée en sa personne par le peuple argentin et lui souhaite plein succès dans son mandat présidentiel", ajoute la même source. Le Président Tebboune a également exprimé à son homologue argentin "la disposition de l'Algé-

rie à poursuivre sa coopération avec l'Argentine dans les différents domaines".

A noter que M. Boughali était arrivé samedi à Buenos Aires pour représenter le président de la République à la cérémonie d'investiture du nouveau président de la République argentine.

21^e ÉDITION DU FORUM DE DOHA Représentant le président de la République, Attaf participe aux travaux

En sa qualité de représentant personnel du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a pris part, dimanche à Doha (Qatar), aux travaux de la 21^e édition du Forum de Doha, placée sous le thème "Bâtir un avenir commun", indique un communiqué du ministère.

La séance d'ouverture a été marquée par la participation de "Son Altesse, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, Emir de l'Etat du Qatar, à qui M. Attaf a transmis les salutations du Président Tebboune et son souhait de succès aux travaux du forum de Doha dans la cristallisation d'idées constructives qui permettront à la communauté internationale de renouveler son engagement aux principes et fondements de l'action internationale multilatérale pour faire face aux défis de l'heure imposés par les divisions et clivages sur différents plans", précise la même source.

Lors du premier jour du Forum, les débats ont porté sur la question palestinienne dans un contexte marqué par l'agression incessante

menée par l'occupant sioniste contre des civils sans défense dans la bande de Gaza, et l'impératif dicté par la conjoncture actuelle en vue d'accroître la pression et d'amener le Conseil de sécurité et les autres instances internationales à assumer leurs responsabilités afin de faire cesser cette agression, demander des comptes à l'occupant pour ses crimes, protéger les Palestiniens et leur permettre d'établir leur Etat indépendant avec Al-Qods Echarif pour capitale. En marge des travaux du Forum de Doha, M. Attaf a été reçu par Son Altesse Cheikh Mohammed Abderrahmane Al Thani, président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères du Qatar, à qui il a transmis les salutations de son frère et homologue algérien, M. Nadir Larbaoui, ajoute la même source.

Cette rencontre a été l'occasion "de passer en revue les relations de fraternité et de coopération entre les deux pays, ainsi que les perspectives de leur renforcement, dans le sillage de la préparation des prochaines échéances bilatérales, notamment la Grande commission

mixte algéro-qatarie et le comité bilatéral de concertations politiques". Les deux parties ont également évoqué les derniers développements de la situation dans la bande de Gaza assise, ainsi que les résultats des débats du forum de Doha, notamment l'impératif de traiter cette crise dans un cadre plus large, en faisant face aux plans visant à liquider la cause palestinienne et d'accélérer l'établissement de l'Etat palestinien pour mettre fin définitivement au conflit", selon le communiqué.

M. Attaf a été reçu par le Premier ministre de l'Etat frère de Palestine, Mohammed Chtayeh, à qui il "a transmis les salutations de son frère et de son homologue algérien, M. Nadir Larbaoui et avec lequel il a abordé les développements dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Gaza", ajoute la même source. Lors de cette rencontre, M. Mohammed Chtayeh a salué les positions immuables et la solidarité constante de l'Algérie avec le peuple palestinien, notamment au vu de la conjoncture actuelle qui "affirment de nouveau les démarches appré-

ciables du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour réaliser l'unité nationale palestinienne". Les deux parties ont souligné "la nécessité de parachever ce processus en vue de resserrer les rangs palestiniens face à l'injustice et à l'agression pour déjouer les plans absurdes ciblant leur cause".

Par ailleurs, M. Attaf a eu des entretiens bilatéraux avec son homologue jordanien, Ayman Al-Safadi, avec lequel il a évoqué les développements de l'agression sioniste contre la bande de Gaza, ainsi que les perspectives d'intensifier et renforcer les efforts arabes, afin de "faire triompher la cause palestinienne face au déni par la communauté internationale de ses principes et à l'incapacité du Conseil de sécurité de l'ONU d'assumer ses responsabilités".

Les deux ministres ont également examiné "les relations entre les deux pays frères et l'intensification de la coordination bilatérale, en prélude des prochaines échéances bilatérales dont les visites officielles de haut niveau", ajoute le communiqué.

BANQUE D'ALGÉRIE Cotations hebdomadaires des billets de banque et chèques de voyage



Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables du 10 au 16 décembre 2023, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	132,48	140,57
1 EUR	142,84	151,57
1 GBP	166,69	176,86
100 JPY	91,01	96,57
1 CHF	151,55	160,81
1 CAD	97,48	103,46
1 DKK	19,45	20,32
1 SEK	12,67	13,44
1 NOK	12,09	12,83
1 AED	36,07	38,28
1 SAR	35,32	37,48
1 KWD	429,44	456,24
Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	133,83	140,57
1 EUR	144,29	151,57
1 GBP	168,38	176,86
100 JPY	91,93	96,57
1 CHF	153,08	160,81
1 CAD	98,47	103,46
1 SEK	12,80	13,44

APS

M. Attaf s'entretient à Doha avec son homologue rwandais

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a eu, lundi, des entretiens bilatéraux avec son homologue rwandais Vincent Biruta, et ce en marge de sa participation en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au 21^e Forum de Doha

dont les travaux ont débuté dimanche, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, les deux parties ont passé en revue les voies et les perspectives de renforcer les relations de coopération bilatérale dans le cadre de l'adoption de l'agenda des prochaines échéances, notamment l'action de la commis-

sion mixte algéro-rwandaise et les travaux de la commission des concertations politiques, précise la même source.

Les deux ministres ont échangé les vues sur les derniers développements de la situation au Proche orient, dans la région des Grands Lacs et au Sahel.